



**Programme d'Appui à la Gouvernance**

**MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE  
MPINGA-KAYOVE**



**PROVINCE RUTANA**

Rutana, septembre 2006

# TABLE DES MATIERES

	<b>Pages</b>
<b>ABREVIATION</b>	<b>i</b>
<b>PREFACE</b>	<b>iii</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE</b>	<b>2</b>
1.1.SITUATION GEOGRAPHIQUE	2
1.2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE	2
1.3.CLIMAT	4
1.4.RELIEF ETHYDROGRAPHIE	4
1.5.FLOREFAUNE	4
1.6. LE SOL	5
<b>CHAPITRE II.: DEMOGRAPHIE</b>	<b>6</b>
2.1. REPARTITION DE LA POPULATION ET DENSITE	6
<b>CHAPITRE III. : AGRICULTURE</b>	<b>9</b>
3.1. SYSTEME CULTURAL	9
3.2.SITUATION ACTUELLE DES CULTURES	10
3.3. FACTEURS DE PRODUCTION	16
3.4. INTERVENANTS	18
3.5. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES	19
<b>CHAPITREIV. : ELEVAGE</b>	<b>20</b>
4.1. CHEPTEL DE LA COMMUNE	20
4.2. INTERVENANTS	23
4.3. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES	23
<b>CHAPITRE V. : PECHE ET PISCICULTURE</b>	<b>25</b>
5.1. INTERVENANTS	25
5.2. CONTRAINTES ET PERSPECTIVES	25
<b>CHAPITRE VI : FORÊTS</b>	<b>26</b>
6.1.FORMATIONS NATURELLES	26
6.2. DEBOISEMENT ARTIFICIELLE	26
6.3. PRODUCTION DES PLANTS FORESTIERS ET AGRO FORESTIERS	27
6.4. PRODUCTIONS FORESTIERES	28
6.5. LES INTERVENANTS	28
6.6. CONTRAINTES	28
<b>CHAPITRE VII : INDUSTRIE, ET ARTISANAT</b>	<b>29</b>
7.1.ARTISANAT	29

7.2.INTERVENANTS	30
7.3.CONTRAINTE	30
7.3.PERSPECTIVES	31
<b>CHAPITRE VIII. GEOLOGIE, MINES, MINERAIS ET CARRIERES</b>	<b>32</b>
8.1. FORMATIONS GÉOLOGIQUES	32
8.2. RESERVES MINERALES	32
<b>CHAPITRE IX : ENERGIE</b>	<b>33</b>
9.1. LES COMBUSTIBLES LIGNEUX	33
<b>CHAPITRE X. : COMMERCE ET SERVICES</b>	<b>34</b>
10.1. COMMERCE	34
10.2. TRANSPORT ET COMMUNICATION	35
10.3. SERVICES	36
10.4. TOURISME	36
10.4. INTERVENANTS	37
10.5. CONTRAINTE	37
10.7. PERSPECTIVES	37
<b>CHPITRE XI : .ACTION SOCIALE</b>	<b>39</b>
11.1. ACTION SOCIALE	39
11.2. REINSTALLATION ET REINSERTION	39
11.3.HABITAT	40
11.4. INTERVENANTS	40
11.5. CONTRAINTE	40
<b>CHAPITRE XII : SANTE ET APPROVISIONNEMENT EN EAU</b>	<b>41</b>
12.1. DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES	41
11.2. MEDECINE PREVENTIVE	41
12.3.PREVENTION CONTRE VIH/SIDA	42
12.4. LA MEDECINE TRADITIONNELLE	42
12.5. SITUATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES	43
12.6. RESSOURCES HUMAINES	43
12.7. APPROVISIONNEMENT EN EAU	45
12.8. INTERVENANTS	47
12.9. CONTRAINTE, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES	47
<b>CHAPITRE XIII. : EDUCATION</b>	<b>49</b>
13.1.ENSEIGNEMENT FORMEL	49
13.2. ENSEIGNEMENT INFORMEL	52
13.3. INTERVENANTS	52
13.4 CONTRAINTE ET PERSPECTIVES	53

<b>CHAPITRE XIV : JEUNESSE, SPORT ET CULTURE</b>	<b>54</b>
14.1. ENCADREMENT DES JEUNES	54
14.2. SPORT	54
14.3. CULTURE	54
14.4. INTERVENANTS	54
14.5. CONTRAINTES	55
14.6. PERSPECTIVES	55
<b>CHAPITRE XV. : JUSTICE</b>	<b>56</b>
15.1. SERVICES JUDICIAIRES	56
15.2. JUSTICE GRACIEUSE	56
15.3. CONTRAINTES	56
15.4. PERSPECTIVES	56
<b>CHAPITRE XVI. : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT</b>	<b>57</b>
<b>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>63</b>
<b>BIBIOGRAPHIE</b>	<b>66</b>
<b>ANNEXES</b>	

## **ABREVIATIONS**

ABEC	: Association Burundaise des Explorateurs du Café
ABP	: Agence Burundaise de Presses
ACRC	: African Community Ressources
AHA	: African Humanisation Action
APP	: Antenne Provinciale du Plan
ASBL	: Association Sans But Lucratif
BCB	: Banque du Crédit du Burundi
BPS	: Bureau Provincial de la Santé
CCU	: Comité Communal des Usagers
CDF	: Centre de Développement Familial
CDS	: Centre de Santé
CFE	: Centre de Formation et de Perfectionnement
CEM	: Centre d'Enseignement des Métiers
CEP	: Centre de Formation et de Perfectionnement
CEPGL	: Communauté Economique de Pays de Grands Lacs
CEPP	: Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnel
CERADER	: Centre de Recherche en Agriculture et Développement Rural
CFA	: Centre de Formation Artisanale
CN	: Centre de Négoce
CNLS	: Conseil National de Lutte contre le Sida.
CNRS	: Commission Nationale des Réhabilitations des Sinistrés.
CNT	: Cadre Nutritionnel Thérapeutique
CPEA	: Création des Centres de Promotion d'Emploi non Agricole
CPF	: Centre de Formation et de perfectionnement Professionnel
CSLP	: Centre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DAGVA	: Direction Générale de la Mobilisation pour l'Auto développement et la Vulgarisation.
DAPA	: Département de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale
DGGM	: Direction Générale de la Géologie et des Mines.
DGHER	: Direction Général de l'Hydraulique et de l'Energie Rural
DPAF	: Direction Provinciale d'Agriculture et d'Elevage
EP	: Ecole Primaire
ES	: Ecole Secondaire
FACARGO	: Faculté d'Agronomie de l'Université du Burundi.
FAO	: Food and Agriculture Organization
FED	: Fonds Européen pour le Développement
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
FNS	: Fonds National pour les Sinistrés
HCB	: Help Channel Burundi
HICR	: Haut Commissariat pour le Réfugie
IMC	: International Medical Corps
INEAC	: Institut National d'Etudes Agronomiques du Congo belge et du Rwanda-Urundi.

INECN	: Institut National pour l'Environnement et la Conservation de la Nature
IRAZ	: Institut de Recherche Agronomique et Zootechnique
IRC	: International Ressources Community
ISABU	: Institut de Sciences Agronomiques du Burundi
LC	: Locaux Empreints
LL	: Locaux Loués
LP	: Locaux Propre
LVIA	: Association des Volontaires Laïcs
MEP	: Micro Entreprise Piscicole
MFP	: Ministère de la Fonction Public
MPDRN	: Ministère de la Planification de Développement et Reconstruction Nationale
MRAC	: Musée Royal pour l'Afrique Centrale
MST	: Maladies Sexuellement Transmissibles
OCB	: Organisations de Communauté à la Base
OCHA	: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OCIBU	: Office des cafés du Burundi
OIPC	: Officier de l'Inspection des Provinces et Communes
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONATEL	: Office National de Télécommunication
OP	: Organisations de Production
OTB	: Office Théicole du Burundi
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PEA	: Projet Eaux et Assainissement
PEV	: Programme Elargi de Vaccination
PJP	: Police Judiciaire de Parquets
PNUD	: Programme des Nations Unis pour le Développement
PRASAP	: Projet à la Réhabilitation et d'Appui au Secteur Agricole du Burundi
PRFBU	: Projet de Relance Economique du Burundi
PVVS	: Personnes Vivant avec le VIH/SIDA
RC	: Route Communale
RCE	: Régie Communales des Eaux
RDC	: République Démocratique du Congo
RN	: Route Nationale
RNP	: Route Nationale Provinciale
RP	: Route Provinciale
SE	: Salle Empreinte
SIDA	: Syndrome d'Immuno Diffiscience Acquises
SODECO	: Société de Démarchage et de Commercialisation
SOGESTAL	: Société de Gestion des Stations de Lavage
SOSUMO	: Société Sucrière du Moso
SPPL	: Sous Programme Planification Locale
TPO	: Transcultural Psychosocial Organisation
UNICEF	: Fonds de Nations Unies pour l'enfance

## PREFACE

*La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune.*

*En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...*

*La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.*

*Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.*

*Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.*

*A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.*

*Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.*

*A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.*

*Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisée et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.*

*En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune .*

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION  
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA  
RECONSTRUCTION NATIONALE**

  
**Madame Marie-Goreth NIZIGAMA**



## INTRODUCTION

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la *Commune*.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain, ...

Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « Plan de Développement communal »; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

La présente monographie comporte seize chapitres répartis comme indiqué dans la table des matières.

Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

# CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE

## 1.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune Mpinga-Kayove a une superficie de 302,12 km<sup>2</sup>, ce qui représente 15,4% de la superficie de la province Rutana et 1,85% de la superficie nationale. Son chef-lieu est Mpinga centre, situé au Nord à 44km de la ville de Rutana, chef-lieu de la province.

Elle est limitée :

- au Nord par la commune Nyabitsinda et Butaganzwa de la province Ruyigi ;
- au Sud par les communes Rutana et Bukemba ;
- à l'Est par la commune Giharo ;
- à l'Ouest par la commune Musongati.

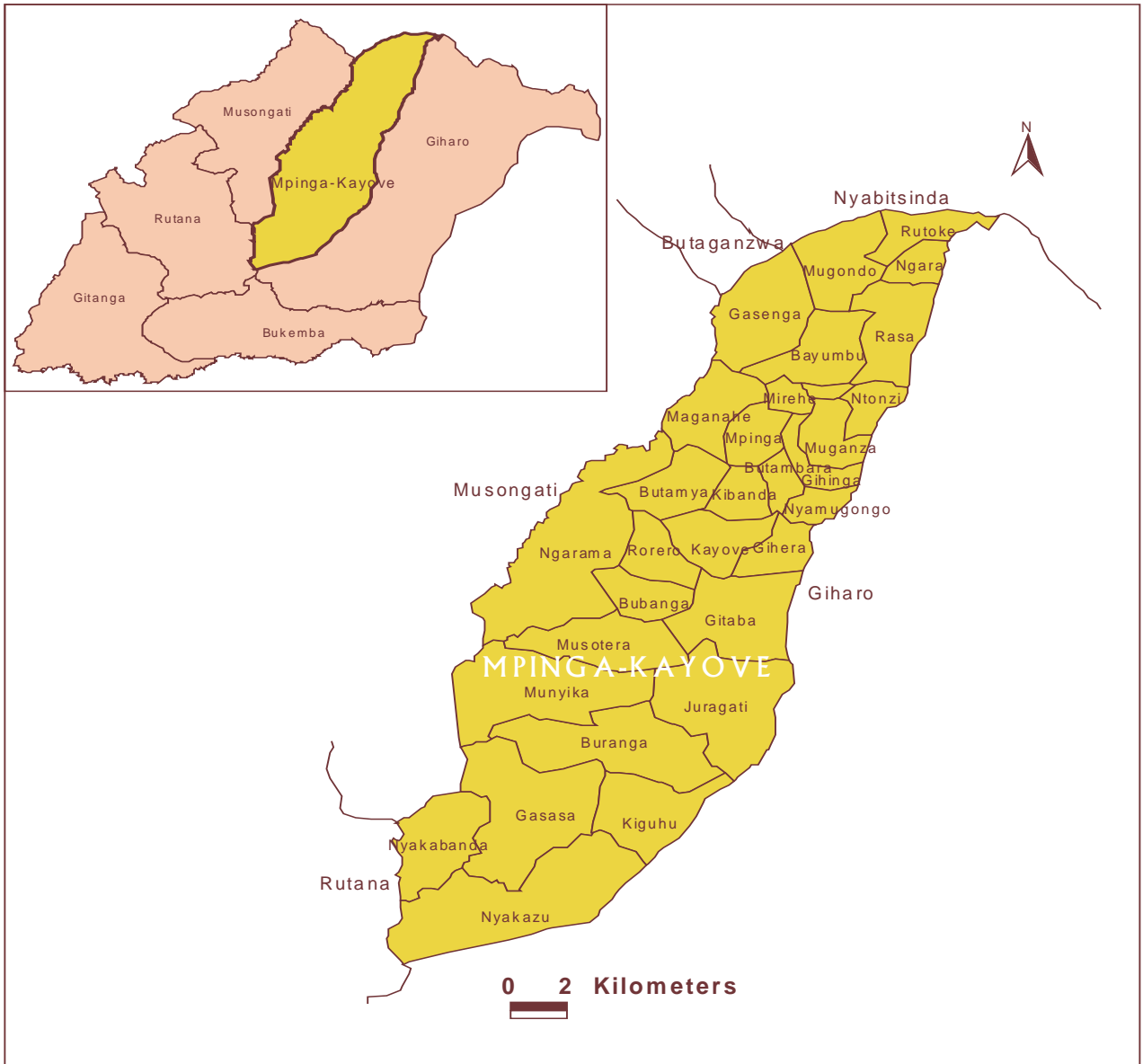
## 1.2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Cette commune se subdivise en 4 zones et 32 collines de recensement. Les zones sont : Kayero, Kiguhu, Mpinga et Mugondo.

Zone	Collines de recensement	Nombre de collines de recensement
Mpinga	1.Butambara 2.Butamya 3.Gihinga 4.Kagoma 5.Kibanda 6.Maganahe 7.Mpinga 8.Muganza	8 collines
Kayero	1.Bubanga 2.Gihera 3.Gitaba 4.Juragati 5.Kayove 6.Munyika 7.Musotera 8.Ngorama 9.Rorero	9 collines
Kiguhu	1.Buranga 2.Mbuye 3.Nyakazu 4.Gasasa 5.Nyakabanda 6.Kiguhu 7.Mirehe	7 collines
Mugondo	1.Bayumbu 2.Gasenga 3.Gasozi 4.Mugondo 5.Ngara 6.Ntozi 7.Rasa 8.Rutoke	8 collines
<b>Total</b>		<b>32 collines</b>

Source : Découpage administratif du Burundi/MININTER/UPP/ IFES/USAID/Décembre 2005

Carte n°1 : Découpage administratif de la commune



### **1.3. CLIMAT**

La commune Mpinga-kayove s'étend sur deux régions naturelles, à savoir le Buyogoma constituée par le massif de Nkoma qui couvre 2/3 de la commune et le Moso en contre bas à l'Ouest.

La région du Buyogoma se caractérise par :

- Une altitude variant entre 1.500 et 2.000m ;
- Un climat de type tropical tempéré ;
- Une pluviosité moyenne annuelle de 1210mm ;
- Une température moyenne annuelle comprise entre 14 et 28 °C ;
- Une végétation constituée par la savane avec un faible taux de couverture forestière.

### **1.4. RELIEF ET HYDROGRAPHIE**

Le relief est accidenté. Dans le Buyogoma sur les plateaux, l'altitude diminue progressivement passant de 2000m à 1500m.

Les pentes aux grandes fractures qui découpent le massif montagneux de Nkoma en large bloc et de faille au versant Est.

Le réseau hydrographique est important avec abondance de ruisseaux et de rivières qui sont : Karera, Mwaro et Myakayi.

### **1.5. FLORE ET FAUNE**

#### **1.5.1. Flore**

Les chutes de la rivière Karera sont localisées ou suivies d'une galerie forestière entourée par une savane arborée. La galerie forestière est constituée par des essences adaptées au milieu humide, tandis que les savanes arborées surplombent le lit des rivières Nyakagi, Mwaro et Karera renferment des essences adaptées à milieu sec, dont beaucoup perdent leurs feuilles en saison sèche.

Dans la forêt galerie, on y trouve plus particulièrement *Newtonia buchananii*, *Syzygium cordatum* et *Afromomum sanguineus*.

La végétation de la savane est constituée en plus abondant par *Hymenocardia acida*, *Parinari curatellifolia*, ainsi que de graminées comme *Loudetia simplex*, des fougères, des sélaginelles et des champignons dont des espèces comestibles.

Dans les failles de Nyakazu, on y trouve des galeries forestières dont les essences rappellent près celles de forêt de montagne comme *Spathodea campanulata*, *Syzygium cordatum*, *Albizia zygia*.

### **1.5.2. La faune**

Les espèces faunistiques les plus caractéristiques sont le cercopithèque (Grivet), les petits mammifères, les reptiles dont les serpents, ainsi qu'une abondante avifaune dont onychognatus morio, Musophage rossae, Motacilla capensis, Bostrychia hagadash, Lophætus occipitalis.

Parmi les ophidiens rencontrés, on citera notamment Dendroaspis jamesoni, Bitis gabonica et Naja nigricollis. Les insectes sont représentés par les termites, les criquets, libellules et diverses espèces de papillons.

### **1.6. LES SOLS**

Les principaux matériaux constituant les sols sont des schistes et schisto-quartzites, des roches basiques, calcaires dolomitiques et grès quartzitiques. Les versants escarpés sont en général très érodé et leurs sols peu épais. Sur les replats et versants à faible pente, bien drainés, les sols sont généralement profonds mais souvent dénaturés. Les fonds de vallées et les formations alluviales caractérisées par un drainage défectueux ont une tendance tourbeuse.

## **CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE**

La commune Mpinga-Kayove couvrant une superficie de 302,12 km<sup>2</sup>, regroupait en 1990 lors du dernier recensement général, une population de 37878 habitants. Dans les années passées, un effort particulier a été entrepris par des chercheurs, organismes d'appui ou services gouvernementaux pour approfondir la connaissance sur les structures de cette population.

Les données de base se composent des résultats des statistiques officielles, qui sont des estimations faites d'année en année.

### **2.1. REPARTITION DE LA POPULATION ET DENSITE**

La densité de la population joue un rôle essentiel dès qu'il s'agit de l'implantation des équipements ou l'augmentation du degré de desserte des infrastructures. Le découpage en zones de différentes densités en fonction de la répartition spatiale ne permettra pas seulement de mieux évaluer les aspects démographiques, également de mettre en valeur les capacités d'accueil de cette province. Elles sont fonctions des terres disponibles ou des différentes intensités d'occupations.

La population de la commune Mpinga-kayove est estimée à 56.401 habitants en 2005, soit 19,33% de la population de la province Rutana et 0,7% de celle du pays. La densité est de 187 hab/km<sup>2</sup>.

Tableau 2.1 : Population par tranches d'âges et par sexe en 2005

Groupes D'âges	sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	6051	5691	<b>11742</b>
5-9	4531	4484	<b>9015</b>
10-14	3075	3015	<b>6090</b>
15-19	2374	2563	<b>4937</b>
20-24	1992	2575	<b>4567</b>
25-29	1800	2316	<b>4116</b>
30-34	1554	1914	<b>3468</b>
35-39	1373	1500	<b>2873</b>
40-44	890	1019	<b>1909</b>
45-49	631	944	<b>1575</b>
50-54	563	721	<b>1284</b>
55-59	407	536	<b>943</b>
60-64	471	661	<b>1132</b>
65-69	333	399	<b>732</b>
70-74	352	414	<b>766</b>
75-79	231	230	<b>461</b>
80 +	436	355	<b>791</b>
<b>Total</b>	<b>27064</b>	<b>29337</b>	<b>56401</b>

Source : MININTER/UPP/Avril 2006

Le tableau 2.2 indique la projection de la population de la commune. En 2010, cette population sera de 65223 habitants, soit 19,34% de la population provinciale.

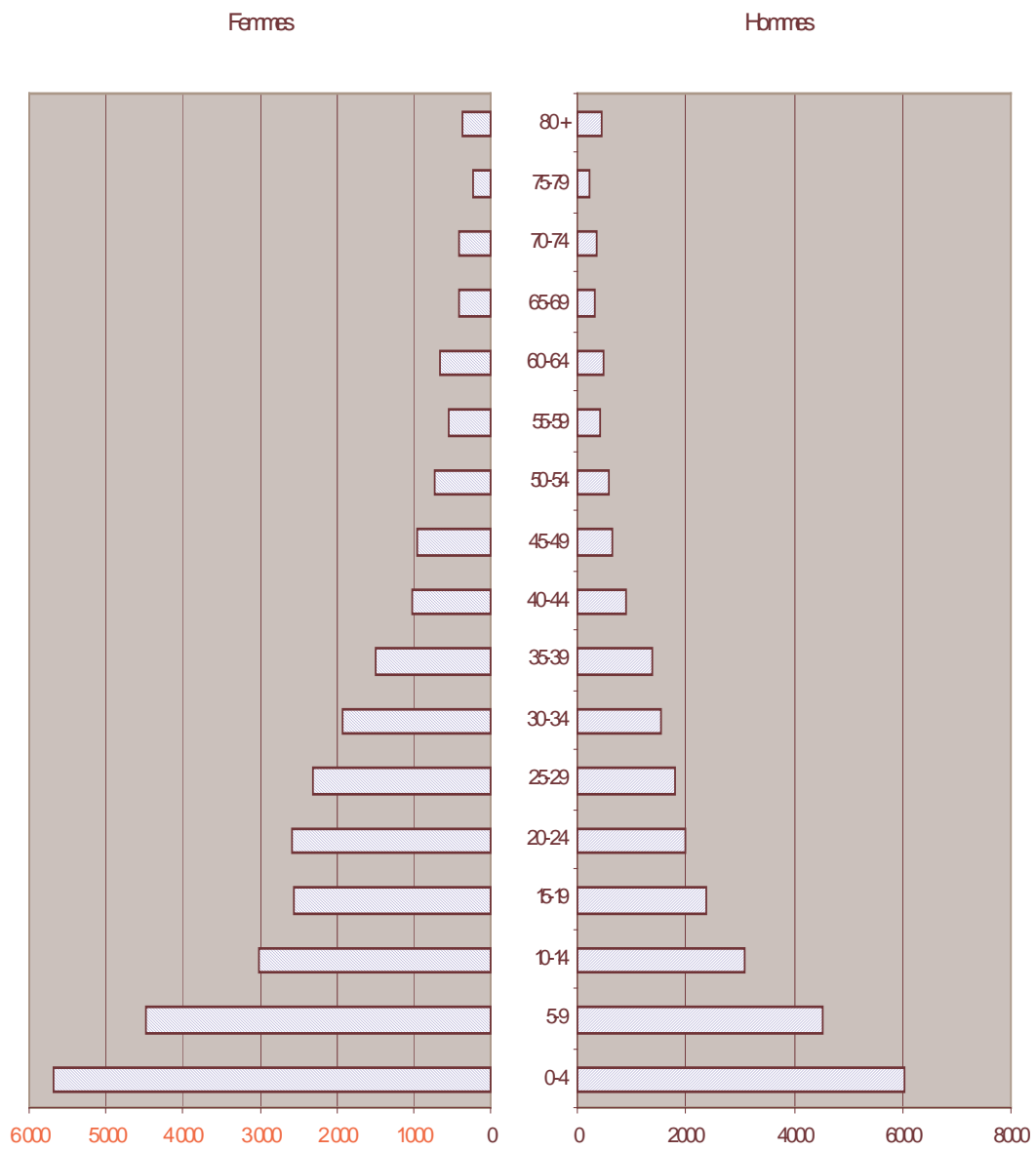
La population sera augmentée de 8822.

Tableau 2.2 : Projection de l'évolution de la population (2003-2010) de la commune

Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Communes								
Mpinga-Kayove	53213	54783	56401	58063	59775	61539	63354	65223
<b>Total province</b>	<b>275120</b>	<b>28236</b>	<b>291707</b>	<b>300194</b>	<b>309050</b>	<b>318167</b>	<b>327553</b>	<b>337215</b>

Source : MININTER/UPP/Avril 2006

Figure n°1 : Pyramide des âges de la population en 2005





## **CHAPITRE III : AGRICULTURE**

L'agriculture dans la commune, constitue la principale activité qui occupe plus de 90% de la population. Cependant, elle ne suffit pas à assurer l'autosuffisance des conditions de vie des habitants à une majorité de la population. Ceci explique l'exode rural massif de jeunes actifs ruraux.

Faute d'une étude particulière, il est difficile aujourd'hui d'évaluer l'intensité d'occupation des terres dans la commune. Une telle étude dans l'avenir permettra d'analyser plus profondément les potentialités réelles en cette matière afin de mieux appréhender le terroir agricole de la commune.

Le système foncier est étroitement lié aux structures sociales familiales (lignage). Le droit d'usage est simplement concédé aux héritiers masculins en raison de la pression démographique, de la continuité des terres et de l'importance des aménagements pour la mise en valeur. Le faire-valoir est direct.

Cette agriculture est traditionnelle itinérante sur brûlis. Les exploitations sont familiales très petites n'excédant pas 50 ares.

Soumise aux aléas climatiques, les rendements restent faibles malgré l'utilisation des fertilisants et des produits phytosanitaires. Les aléas climatiques, l'insuffisance des fertilisants et des produits phytosanitaires entraînent de faibles rendements

### **3.1. SYSTEME CULTURAL**

Le système cultural dans la commune est traditionnel. La saison culturale commence en début de la saison des pluies. Deux saisons culturales se succèdent : la première, « Agatasi » correspond à la petite saison des pluies et va d'octobre à janvier. La seconde, « Impeshi » correspond à la grande saison des pluies et va de février à juin.

Les jachères varient selon l'importance de la propriété et leur durée diminue face à la pression démographique.

En août, les paysans préparent soigneusement leurs champs. Les arbustes sont coupés à la serpette, à la hache, les tiges sèches de maïs, du sorgho et de manioc sont brûlées. Les paysans fument leurs champs s'ils disposent du fumier. Puis vient le labour à la houe dès la première pluie. Les paysans sèment. Le manioc est planté en association avec le haricot et le maïs; le haricot est récolté à partir de janvier, le maïs en mars-avril. Quant au manioc, il reste en terre un et demi à deux ans sur le champ, la récolte se faisant en fonction des besoins.

A partir de février, la grande saison des pluies annonce le second cycle de semences en haricot, sorgho, patate douce, arachide, pois, éleusine, blé. Les récoltes se terminent en juin, au début de la saison sèche (morte saison) appelée « Ici ». Mais pour faire face aux problèmes de soudure qui se font souvent sentir, les paysans pratiquent en marais une culture de patates douces, haricot, maïs, cultures maraîchères semées en juillet et récoltées en début octobre, qui permet d'assurer la transition avec les productions de l'année suivante.

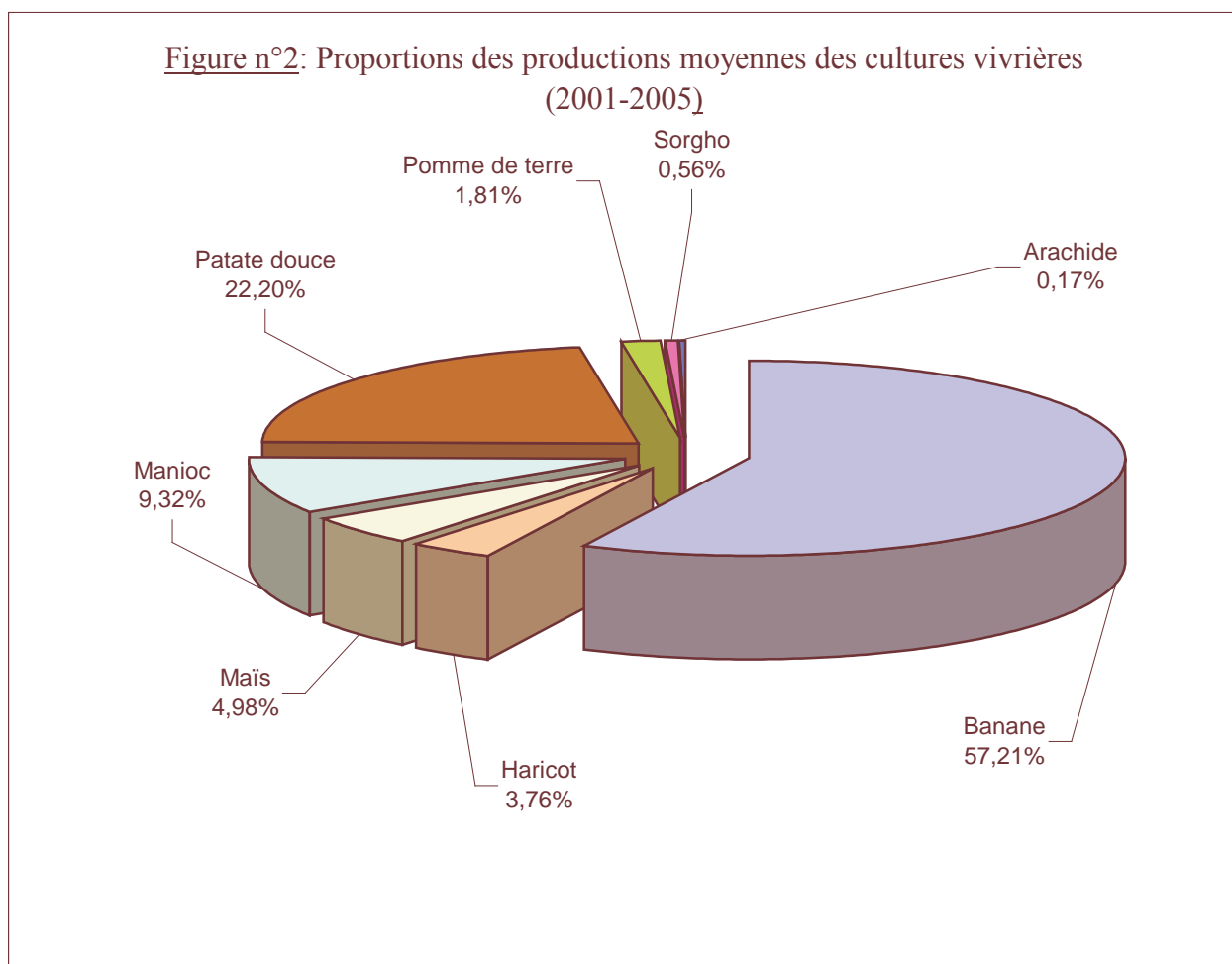
### 3.2. SITUATION ACTUELLE DES CULTURES

Les cultures cultivées dans la commune sont les cultures vivrières, cultures de rente (industrielles), les cultures maraîchères et les cultures fruitières.

#### 3.2.1. Cultures vivrières

Les principales cultures vivrières de la commune Mpinga-Kayove sont : haricot, maïs, manioc, patate douce, pomme de terre, arachides, banane, sorgho, riz, soja, pois cadsja, éleusine et blé.

Les cultures comme arachide, sorgho, riz et le soja sont cultivées à petite échelle. La pratique culturale est de type traditionnel, assurée en grande partie par les femmes avec une prédominance de cultures en associations.



#### 3.2.1.1. Banane

Le bananier joue un rôle très important; car il produit, outre, les bananes plantains et les bananes fruits, les bananes à bière « IGISUBI » très consommées dans la commune.

La production moyenne de la banane est évaluée à 41.076 tonnes et vient en première position. Cette production représente 57% de toute la production vivrière de la commune. Elle constitue l'un des aliments de base et également une source de revenus pour les paysans de la commune.

#### 3.2.1.2. Patate douce

Les tubercules de patate douce sont très appréciés dans l'alimentation de la population de la commune de MPINGA-KAYOVE. La patate douce est cultivée dans toutes les collines de la commune. Elle est cultivée dans les marais. Une partie de la récolte est vendue par les paysans sur les marchés de la commune et de la province.

La production moyenne de la patate douce est estimée à 15.936 tonnes, soit 22% des vivriers de la commune. Elle est la deuxième culture vivrière de la commune.

#### 3.2.1.3. Manioc

Le manioc est cultivé dans toutes les collines de la commune. Les plantations se font à plusieurs reprises au cours de l'année et les récoltes se déroulent aussi toute l'année, à mesure des besoins. Le champ sert de grenier.

Le manioc est l'aliment de base de la population. Il est consommé sous forme de pâte « bugali », sous forme de tubercules épluchés bouillis et les feuilles sous forme de légume « isombe ».

Sa production moyenne est évaluée à 6.689 tonnes. Par rapport à toutes les cultures vivrières cultivées dans la commune, le manioc occupe la troisième place.

#### 3.2.1.4. Maïs

Le maïs est cultivé en association avec le haricot pendant la première saison culturale. Sa production moyenne est estimée à 3.573 tonnes dans la commune. Une grande partie de la production est destinée à l'autoconsommation et l'autre partie à la vente. La culture du maïs comparée à d'autres cultures vient en quatrième position.

#### 3.2.1.5. Haricot

Cette légumineuse est utilisée dans tous les repas des populations de la commune. Le haricot est une source importante de protéines végétales aux ménages. Sa production moyenne dans la commune est estimée à 2.697 tonnes. Le haricot est toujours semé toutes les saisons, la première saison en association avec le maïs. Notons que la culture de haricot vient en cinquième position de toutes les cultures cultivées.

#### 3.2.1.6. La pomme de terre

La pomme de terre est l'un des aliments de base de la population. Elle constitue aussi une source des revenus substantiels aux paysans car elle est vendue dans le centre de négoce de la commune. Sa production moyenne est évaluée à 1298 tonnes.

#### 3.2.1.7. Arachide

La production de l'arachide est estimée en petite quantité parmi les cultures cultivées en commune de Mpinga-kayove. Elle est estimée en 123 tonnes dans la commune. Une grande partie de la production est vendue aux commerçants grossistes qui les vendent à leur tour dans la ville de Bujumbura.

#### 3.2.1.8. Sorgho

Le sorgho est cultivé individuellement par les ménages dans la commune et constitue une source de revenu des populations. La population ne fabrique pas la bière locale mais préfère vendre les grains de sorgho aux commerçants qui les vendent à leur tour dans la commune de Mugamba.

La culture du sorgho occupe la sixième place dans la production des cultures vivrières. Sa production moyenne est estimée à 401 tonnes.

#### 3.2.1.9. Riz

Le riz pluvial est cultivé dans la région du Moso à une petite échelle. Sa production est estimée à 12 tonnes. Toute cette production est destinée à l'auto consommation.

#### 3.2.1.10. Pois cadja

Le pois cadja est une culture beaucoup pratiquée dans la commune, il est toujours cultivé en association avec le haricot et le sorgho. C'est un aliment beaucoup apprécié par la population lorsqu'il est préparé avec la patate douce ou la banane plantée. Sa production est de 4 tonnes en 2005.

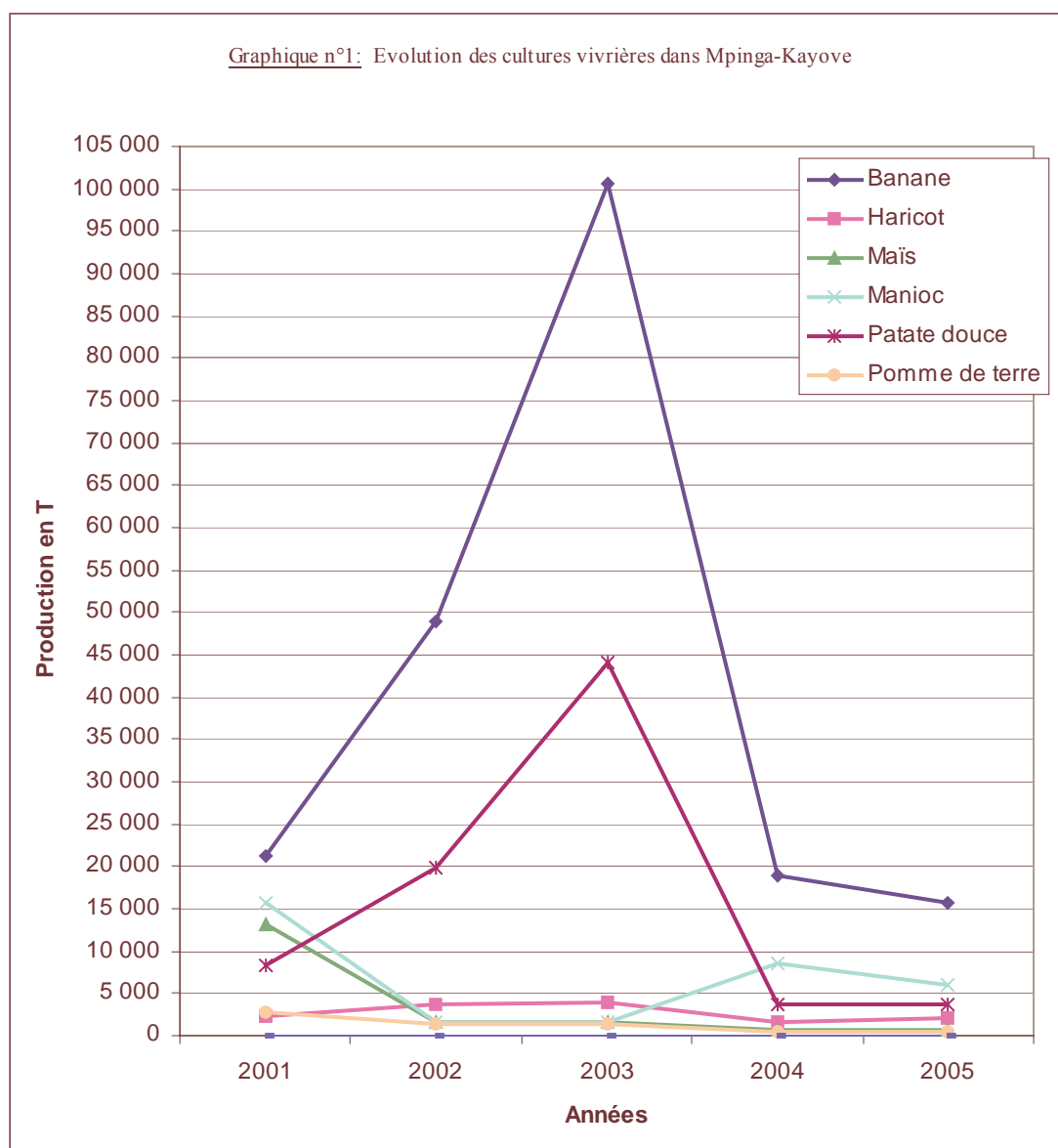
#### 3.2.1.11. Soja

La culture du soja est récente dans la commune, les ménages l'utilisent sous plusieurs formes dans leurs alimentations. Sa production est de 2,5 tonnes en 2005.

Tableau 3.1 : Evolution des différentes spéculations agricoles de la commune  
2001-2005 en tonnes

Années	2001	2002	2003	2004	2005	Prod. Moyenne en tonne	Prop. %
Banane	21.180	48.896	100.632	18.912	15.760	41.076	57
Haricot	2.230	3.604	3.810	1.680	2.160	2.697	4
Maïs	13.209	1.659	1.600	686	720	3.575	5
Manioc	15.736	1.659	1.600	8.448	6.000	6.689	9
Patate douce	8.340	19.920	44.040	3.780	3.600	15.936	22
Pomme de terre	2.780	1.386	1.346	480	500	1.298	2
Sorgho	474	600	900	20	12	401	1
Arachide	187	99	166	99	66	123	0
<b>Total</b>	<b>64.136</b>	<b>77.823</b>	<b>154.094</b>	<b>34.105</b>	<b>28.818</b>	<b>71.795</b>	<b>100</b>

Source : DPAE/Rutana/ Mars 2006



### **3.2.2. Cultures de rente**

Les cultures industrielles rencontrées dans la commune, sont le café, le coton, la canne à sucre, le tabac, l'ananas et piment sont cultivées autour des habitations.

#### **3.2.2.1. Caféier**

Avec une moyenne de 605.200 pieds de caféiers, soit 1,24% des plantations de la province ; la commune se range 4<sup>ème</sup> quant à l'importance du nombre de caféier de la province.

#### **3.2.2.2. Canne à sucre**

La canne à sucre est la principale culture industrielle de la province Rutana. Cette culture est pratiquée à la commune, à une petite échelle. Elle sert à l'auto-consommation. Sa production est de 6 tonnes en 2005.

#### **3.2.2.3. Tabac**

La culture du tabac n'est pas beaucoup pratiquée dans la commune. Quelques paysans pratiquent cette culture sur de petits lopins de terre autour de leur maison. Ils vendent ainsi leurs productions sur les marchés de la commune. Les plantations de tabac sont des petites exploitations familiales. Sa production est de 3 tonnes en 2005.

#### **3.2.2.4. Cotonnier**

La culture du coton est pratiquée dans la commune en deuxième position comme culture industrielle après la canne à sucre. Ce sont des plantations familiales sous encadrement de la COGERCO. La production issue de la culture du coton est vendue en totalité à la COGERCO. Sa production est estimée en 5,166 tonnes en 2005.

#### **3.2.2.5. Ananas**

Les plantations d'ananas sont aussi de petite exploitation familiale de 1 à 5 ares. Une grande partie de sa production est vendue sur les marchés de la province. Les commerçants de Gitega et de Bujumbura viennent régulièrement s'approvisionner pour les revendre dans leurs villes. Sa production est estimée de 1,8 tonnes en 2005.

#### **3.2.2.6. Piment**

La culture du piment est pratiquée à petite échelle autour des ménages. La population l'utilise comme condiment. Sa production est estimée de 0,2 tonnes en 2005.

### **3.2.3. Cultures fruitières**

Les plantations fruitières dans la commune sont les orangers, les citronniers, les avocatiers, les mandariniers et les manguiers.

Selon la DPAE/Rutana, l'avocatier occupe la première place avec 1 ha. Les plantations fruitières sont de petites exploitations familiales non loin des habitations.

La grande partie des productions fruitières est vendue par les paysans.

Les données sur les productions des différents fruits ne sont pas disponibles.

### **3.4. Cultures maraîchères**

Les maraîchères cultivées dans la commune sont : tomate, oignon et le chou.

Le tableau ci-dessous indique les superficies et les productions des différentes cultures maraîchères dans la commune. Les cultures maraîchères procure à chaque famille paysanne des entrées d'argent ; car presque toutes les productions sont commercialisées.

Les estimations de la production maraîchère sont indiquées dans le tableau 3.4. La production de la tomate est la plus importante avec 39%, suivie de celle des oignons 35% de cette production.

Tableau 3.3 : Production maraîchère en 2005

Cultures maraîchères	Superficie (ha)		Production (Tonnes)	
	2004	2005	2004	2005
Tomates	1	1,5	3	4,5
Oignons	2	3	1	4
Choux	2	2	3	3

Source : DPAE/Rutana/Mars 2006

### **3.3. FACTEURS DE PRODUCTION**

Les facteurs de productions sont : la terre, la main d'œuvre et les intrants agricoles (Semences améliorées, les fertilisants/engrais, produits phytosanitaires.....).

#### **3.3.1. Disponibilité des terres**

La commune dispose de 3 marais important d'une superficie totale de 207 ha non aménagés.

Tableau 3.5. : Situation des marais dans la commune

Nom du marais	Superficie totale (ha)	Superficie aménageable (ha)	Superficie aménagée (ha)
1.Nyamabuye	115	115	0
2.Mubuga	42	42	0
3.Musagara	50	50	0
<b>TOTAL</b>	<b>207</b>	<b>207</b>	<b>0</b>

Source : DPAE/Rutana/Mars 2006

#### **3.3.2. Main-d'œuvre**

La main d'œuvre varie selon le mode d'exploitation.

Le mode familial utilise la main d'œuvre familial, y compris celle des enfants. Les plus jeunes enfants gardent les troupeaux ou protègent semailles et les contrôlent contre les oiseaux.

L'homme s'occupe de défricher, de houer, de construire et d'entretenir l'habitation. Il vaque à l'entretien des vaches, lorsque la famille les possède. La femme fait une partie des houages, sème, sarcle et récolte.

La main-d'œuvre salariée est le second mode d'exploitation. Cette pratique a lieu lors des activités intenses surtout au début de la première saison culturale où une famille engage une main d'œuvre soit locale ou venue d'ailleurs pour l'aider à terminer les travaux champêtres à temps. Cette main d'œuvre venue d'ailleurs est dominée par celle de la province Gitega.



### **3.3. Intrants agricoles**

Les intrants agricoles sont : les semences, les fertilisants et produits phytosanitaires

#### **3.3.3. 1. Les semences améliorées**

Les paysans prélèvent leurs semences et les boutures sur les récoltes faites, qu'ils conservent jusqu'à la nouvelle saison culturale. Souvent ils ont des semences sélectionnées mais se heurtent aux aléas climatiques qui parfois ne sont pas favorables au développement de leurs cultures. Cet état de faits entraîne une réduction des récoltes et la population parfois ne trouve pas des semences pour la culture prochaine.

Il existe 2 centres semenciers à Kiguhu et à Kayove qui ont une superficie totale de 16 ha sur lesquels on produit les semences du maïs, de la pomme de terre, de blé et du soja.

#### **3.3.3.2. Les fertilisants et les produits phytosanitaires**

Les engrais et les produits phytosanitaires sont peu utilisés sur les cultures vivrières, car l'approvisionnement reste difficile.

Par contre, les paysans agriculteurs utilisent ces produits pour le riz, le coton et la canne à sucre avec l'appui de la FAO via la DPAE01, de la SOSUMO et du SOGESTAL dans la culture du caféier. Par entre les paysans agriculteurs utilisent ces produits pour le coton, caféier : avec COGERCO et OCIBU.

#### **3.3.3.3. Equipements et Outils agricoles**

L'outillage reste rudimentaire et très varié. Il se caractérise par l'absence des machines et de la traction animale.

Avant les semailles, les champs sont préparés, les arbustes sont abattus à la hache, à la serpette (umuhoro) ou à la machette (umupanga). Le labour se fait à la houe importée (iposhoro). La houe reste l'outil de base.

Le transport des produits agricoles se fait avec des paniers ou des sacs (ibiseke ou imifuko).

#### **3.3.3.4. Encadrement technique et vulgarisation agricole**

L'encadrement technique des paysans agriculteurs et la vulgarisation agricole sont assurés par un agronome communal qui supervise des vulgarisateurs agricoles au niveau de chaque colline. L'agronome communal dispose d'un moyen de déplacement, une moto. Ce moyen de déplacement constitue un outil pour l'encadrement technique et la vulgarisation agricole pour des visites dans les collines de la commune.

#### **3.3.3.5. Financement agricole**

Les paysans agriculteurs financent eux-mêmes leurs activités agricoles et bénéficient également des appuis extérieurs :

- la DPAE Rutana accorde des semences et des intrants agricoles aux paysannats sous forme de crédit remboursable par une partie des récoltes ;

- des organismes Internationaux et ONGs interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants ;
- la COOPEC (institution de micro finance) intervient dans l’octroi des crédits agricoles aux agriculteurs.

L’évaluation du financement formel du secteur agricole indique que les intervenants ci-dessous sont les principales sources de financement de la commune.

Il s’agit de la FAO, les ONGs comme la GTZ-Sécurité Alimentaire et les projets qui interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants ;

### **3.4. INTERVENANTS**

Organisation	Lieu d’intervention	Bailleurs	Domaine	Bénéficiaires
DAPE	Mpinga-kayove	IDA FEM, BM	Appui à la réinsertion agricole -Appui aux investissement de production -Bassins versants et exploitation agricole	Rapatriés déplacés OP et CB
DPAE	Mpinga-kayove	FAO	Système d’Alerte précoce et de la surveillance de la sécurité alimentaire	Population vulnérable
DPAE	Mpinga-kayove	Coopération allemande GTZ/PSAP	GTZ/PSAP :Production - Marais, CAD -Appui en intrants agricoles et d’élevage	-Vulnérables -Associations
DPAE	Mpinga-kayove	HCR-PNUD GTZ/BMZ	Distribution de 500.000 plants agro forestiers et 18.000 plants fruitiers Appui à la réinsertion agricole -Appui aux investissement de production -Bassins versants et exploitation agricole	-Rapatriés -Déplacés -Vulnérables
DPAE	Mpinga-kayove	FAO	Distribution des vitro - plants de bananiers -Distribution des plants fruitiers -Aménagement du marais de Nyamikungu -Appui en décortiqueuse -Construction d’un entrepôt(semences	-Toute la population (ciblée)

Source : DPAE/Rutana/Mars 2006

### **3.5. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES**

#### **3.5.1. Contraintes**

- exigüité des terres ;
- manque de semences de qualité ;
- manque d'intrants agricoles ;
- encadrement soumis aux contraintes physiques (climat capricieux), structurelles (organisation inadaptée, démotivation du personnel), financières ;
- maladies ;
- conjoncture internationale des prix défavorables ;
- désengagement de la population dans la culture du coton et l'entretien du caféier.

#### **3.5.2. Potentialités**

- disponibilité de terres
- gamme variée de spéculations agricoles ;
- main d'œuvre abondante et laborieuse ;
- faible densité de population offrant des espaces de culture ;
- une demande toujours croissante en produits agricoles ;
- retour de la paix avec possibilité de retour des financements .

#### **3.5.3. Perspectives**

- varier les spéculations en orientant la recherche vers des cultures oléagineuses
- former/recycler l'agronome communal
- promouvoir l'octroi facile des crédits agricoles ;
- organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions ; etc...
- promouvoir la filière blé.

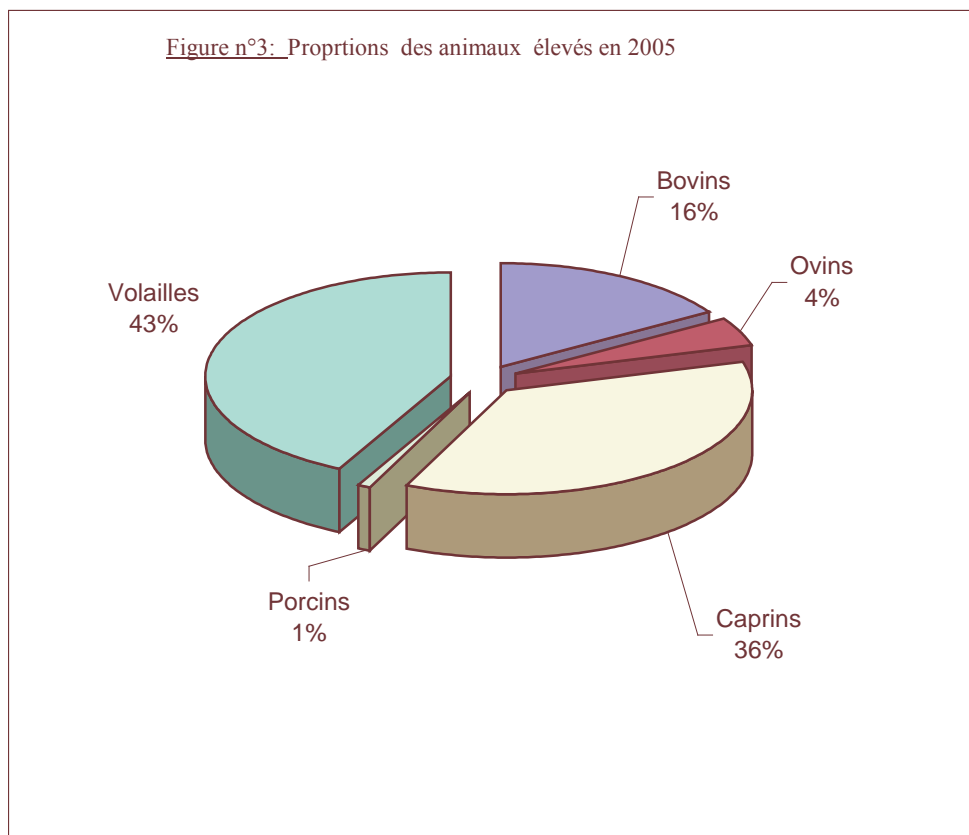
## CHAPITRE IV : ELEVAGE

L'élevage dans la commune Mpinga-kayove, tout comme dans la province Rutana, est sans doute une affaire de prestige conférant un certain rang social; car son rôle économique est faible.

Les pratiques pastorales sont traditionnelles et extensives surtout chez les éleveurs soutenus par la FAO et le PRASAB. Le matin, après la traite chaque éleveur conduit ses bêtes aux pâturages. La garde des troupeaux est assurée par les éleveurs eux-mêmes ou par leurs enfants ou aussi par des personnes payées mensuellement pour l'activité de garder les troupeaux (bergers).

### 4.1. CHEPTEL DE LA COMMUNE

Le cheptel de commune est composé de Bovins, d'Ovins, de Caprins, de Porcins et de Volailles. Le tableau 4.1 indique l'évolution des effectifs des espèces animales de 2001 à 2005 dans la commune. Ces informations sont des estimations dans la commune validées par la DPAE.



#### **4.1.1. Cheptel bovin**

Il est l'un des plus importants dans la commune, tant par le nombre que par les implications socioculturelles. Le cheptel bovin compte 2689 têtes dont 221 têtes de race améliorée, soit 8,2%. Il a chuté de 76% entre 2001 et 2005.

Cet élevage est d'avantage tourné vers la production laitière pour l'autoconsommation que vers la production bouchère.

La fumure organique issue de l'élevage n'est pas beaucoup utilisée par la population de la commune. La commune Mpinga-kayove occupe la 2<sup>ème</sup> place dans l'élevage du bovins soit 19,20% du total de bovins au niveau provincial.

#### **4.1.2. Ovins**

Les ovins sont de petite taille résultant du croisement entre le mouton guinéen et le mouton barbarin à grosse queue. Ils ne fournissent pas du lait.

Le cheptel ovin est évalué à 709 têtes. Il a diminué de 81% ces cinq dernières années.

#### **4.1.3. Caprins**

Les caprins s'apparentent à ceux de la région sahélienne et sont aussi de petite taille. L'effectif des caprins est estimé à 6.007 têtes dans la commune. Il a diminué de 63% entre 2001 et 2005. Le cheptel caprin occupe le premier rang en terme de nombre.

#### **4.1.4. Porcins**

Le cheptel porcine de la commune est composé de 140 têtes de race locale et la consommation de la viande est beaucoup plus observée dans les collines. Cet élevage reste faible et s'accroît lentement dans la commune, pourtant il est facile par sa rusticité, une alimentation à faible frais (utilisation des déchets domestiques) et les revenus monétaires qu'il procure.

#### **4.1.5. Volailles**

Les volailles ne font pas l'objet d'un véritable élevage, elles sont libres autour des habitations où elles trouvent l'essentiel de leur nourriture. Toutefois, pendant la période du feuillage et de floraison du haricot, elles restent enfermées ou attachées à la corde ou bien sont vendues pour s'écarter des dégâts qu'elles peuvent causer dans leurs champs ou dans les champs des voisins.

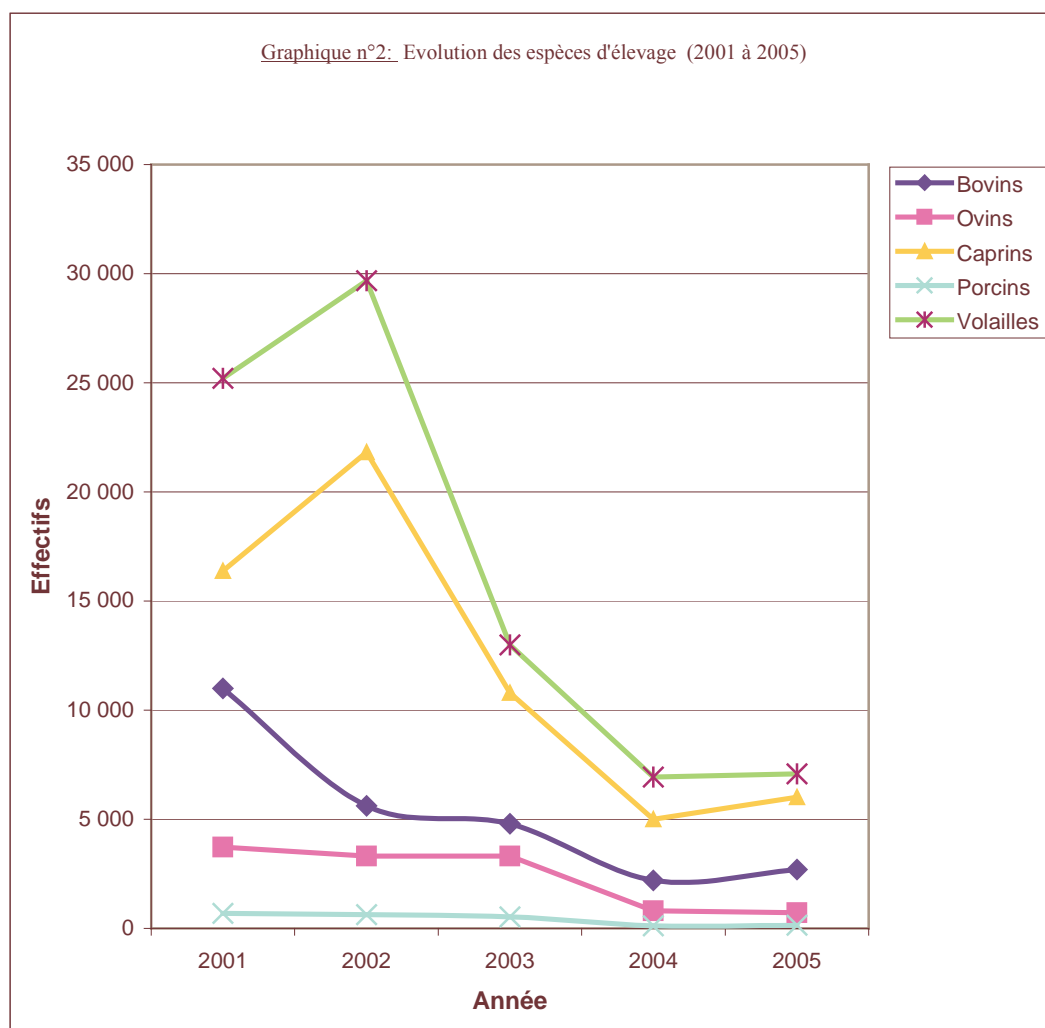
Les volailles sont estimées à 7079 têtes dans la commune. Elles sont toutes de race locale.

Il n'y a pas de marché de vente des animaux d'élevage dans la commune. Les animaux sont vendus aux marchés de Shanga, Rutana et Giharo.

Tableau 4.1 : Evolution des espèces animales (2001-2005)

Années \ Espèces	2001	2002	2003	2004	2005	Ecart	Prop. %
Bovins	10.995	5.620	4.786	2.199	2.689	-306	76
Ovins	3.719	3.304	3.304	804	709	-3010	81
Caprins	16.374	21.816	10.786	4.994	6007	-10.367	63
Porcins	690	620	528	120	140	-550	80
Volailles	25.206	29.676	12.986	6.928	7.079	-18.187	72

Source : DPAE/Rutana/Mars 2006



Les infrastructures d'appui au secteur dans la commune sont :

- les Centres des santés vétérinaires des collines Kayero et Kiguhi sont publics ; Ces centres sont en mauvais état et la disponibilité des produits vétérinaires est interrompue ;
- deeping tank de colline Kayero et Kiguhi sont public. Ces deeping tank sont en mauvais état ses activités ont été interrompues.

Pas de marché de vente des animaux d'élevage dans la commune, les animaux sont vendus à Shanga en la commune de Musongati, à Giharo et à Rutana.

#### **4.2. INTERVENANTS**

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Domaine	Bénéficiaires
DPAE	Zone kiguhi+Kamero	Banque Mondiale	Repeuplement du cheptel (Gros et Petit) Renforcement des capacités aux vétérinaires	Tabaruka Twitezimere
DPAE	Zone Kayero	Banque Mondiale	Repeuplement du cheptel bovin, porcine	Paysans modèles
SOPRAD	Toute la Commune	Diocèse Ruyigi	Repeuplement du cheptel caprin	Orphelin, sinistrés
MUCO	Toute la commune	CNLS	Repeuplement du cheptel caprin	Orphelin du SIDA

Source : DPAE/Rutana /Mars 2006

#### **4.3. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES**

##### **4.3.1. Contraintes**

- manque d'hygiène ;
- manque d'encadrement ;
- terres non favorables à la culture des fourragers car il y a beaucoup de termites ;
- les pâturages sèchent très vite pendant la saison sèche.

##### **4.3.2. Potentialités**

- climat favorable à l'élevage ;
- existence des pâturages.

### 4.3.3. Perspectives

- relancer l'encadrement ;
- introduire les infrastructures d'élevage ;
- promouvoir les cultures fourragères résistantes aux termites;
- vulgariser et multiplier les pharmacies vétérinaires.



## **CHAPITRE V : PÊCHE ET PISCICULTURE**

La pêche n'est pas pratiquée dans la commune. D'après les informations recueillies à la DPAE de Rutana. La pisciculture est pratiquée dans deux étangs piscicoles, superficie d'un étang est de 100m<sup>2</sup> et sa production moyenne annuelle est de 140 kg. Ces étangs sont empoisonnés de Tilapia. Cette production piscicole est entièrement destinée à l'autoconsommation.

### **5.1. INTERVENANTS**

L'Etat est le seul intervenant dans la commune.

### **5.2. CONTRAINTES ET PERSPECTIVES**

#### **5.2.1. Contraintes**

- manque de service d'encadrement piscicole (sensibilisation, suivi évaluation) ;
- méconnaissances des techniques piscicoles ;
- une certaine réticence à l'espèce cultivée, le Tilapia qui est considéré comme le plus épineux ;
  
- manque des alevins appropriés pour l'empoissonnement ;
- facteurs de production insuffisants ;
- manque de financement.

#### **5.2.2. Perspectives**

- implanter dans la province, un service technique chargé de la
- promouvoir les initiatives individuelles en matière de pisciculture ;
- former les paysans en les techniques piscicoles ;
- produire les alevins appropriés pour l'empoissonnement ;
- promouvoir le micro crédit pour les pisciculteurs.

## CHAPITRE VI : FORETS

La commune dispose des formations naturelles en dégradation suite aux feux de brousse. Toutefois, on trouve des formations artificielles sur les versants de la chaîne de Nkoma dont les essences forestières sont limitées.

### 6.1 LES FORMATIONS NATURELLES

La commune Mpinga dispose de forêts naturelles des monuments naturels des chutes de la rivière Karera à shanga et des failles des allemands à Nyakazu qui ont été institués en aires protégées en 1980, sur une superficie de 741,85 ha dont 141,85 ha pour le site des chutes de la Karera et 600 ha pour la zone des failles Nyakazu. Tous ces monuments naturels se trouvent en commune Mpinga-kayove.

### 6.2. LES FORMATIONS ARTIFICIELLES

Le tableau 6.1 présente la situation des boisements artificiels dans la commune. Les formations artificielles de la commune sont composées de celles de l'Etat, de collectivités (commune) et de privés. Les informations sur la superficie sur les informations de privées ne sont pas disponibles.

Les variétés plantées sont essentiellement l'Eucalyptus (Umukaratusi), les Grévillia, le Callitris et Pinus. La superficie boisée est de 234 ha dont 21,5 appartient à la commune. Les autres plantations appartiennent aux partenaires de développement et aux paysans.

Tableau 6.1 : Inventaire des boisements artificiels

Zones	Boisements artificiels en Ha	
	Etat	Collectivités
1.Mpinga	80,3	7
2. Kayero	76,1	8
3.Kihuhu	60,2	6,5
<b>Total communal</b>	<b>213,6</b>	<b>21,5ha</b>

Source : Service de l'Environnement/Rutana/Mars2006.

\*Collectivité = commune

### **6.3. DEBOISEMENT**

Le comportement de la population de la commune envers la forêt reste toujours inquiétant. On assiste actuellement à une diminution de la surface boisée due à une forte pression de l'homme sur la forêt.

La conséquence de la pression démographique sur le niveau de vie est grande : faible production vivrière et misère des revenus monétaires. Il faut ajouter à cela les méfaits de la fluctuation des cours mondiaux du café, du thé, du coton et la dégradation des termes d'échange : baisse des cours des produits tropicaux et hausse de celui des produits manufacturés importés, qui accable chaque jour davantage la situation des paysans. Face à cette situation les paysans ont cherché à diversifier les sources de revenus monétaires. Une des solutions a été la fabrication du charbon de bois utilisé par plus de 90% des ménages du pays. Ainsi les actifs ruraux se sont mis à abattre les arbres pour fabriquer ce combustible en vue d'augmenter leurs revenus monétaires. Aussi l'urbanisation des grands centres et la modernisation de l'habitat dans la commune, ont-ils accru les besoins en bois d'œuvre et de services pour la construction des maisons et autres bâtiments.

La pratique en saison sèche des feux de brousse souvent abusivement, entraîne l'appauvrissement des sols et les livre à une intense érosion.

La forêt disparaît lentement au profit des terres de cultures, de la satisfaction des besoins énergétiques, en bois d'œuvre, économiques et de pâturage.

Si la destruction de la forêt livre de nouvelles terres et satisfait les besoins des populations en produits forestiers, elle compromet dangereusement l'équilibre naturel de la commune.

La forêt entretient aussi l'humidité et la pluviométrie, la commune étant déboisée abusivement, est durement frappée par la sécheresse depuis quelques années avec comme conséquences la baisse de la production agricole et la famine.

La déforestation est un véritable problème d'environnement dans la commune. Le reboisement des terres menacées est indispensable.

### **6.4. PRODUCTION DES PLANTS FORESTIERS ET AGRO-FORESTIERS**

Les groupements de pépiniéristes produisent des jeunes plants qu'ils vendent aux privés. Selon le Service de l'Environnement de Rutana, ces groupements ont produit et vendus 761.850 jeunes plants en 2005.

### **6.5. PRODUCTIONS FORESTIERES**

Les produits de forêt dans la commune, sont le bois d'œuvre (planches), le charbon, et le bois de chauffe. Les données statistiques sur les quantités de ces produits n'existent pas.

## **6.6. LES INTERVENANTS**

Outre, l'Etat, le secteur de la forêt est appuyé par deux autres intervenants en l'occurrence la Banque Mondiale et la GTZ.

## **6.7. CONTRAINTES**

Les contraintes dans le secteur de divers ordres :

- la faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle ;
- le manque de personnel et de moyens matériels et financiers fait que les services forestiers n'arrivent pas à effectuer les tâches opérationnelles qui les incombent ;
- la non structuration de la filière bois ainsi que le manque de professionnalisme en la matière ;
- la non disponibilité des semences pour les pépiniéristes ;
- absence de suivi régulier ;
- déboisement illicite ;
- pratique de feu de brousse ;
- faible implication de la population et des administratifs à la base dans la gestion saine des forêts ;
- Faiblesse dans la planification des activités de gestion durable des forêts liée à l'absence des outils de gestion principalement les plans de gestions et d'aménagement des forêts suite au manque de moyens humains et financiers.
- etc.....

## **6.8. PERSPECTIVES**

- renforcer les capacités institutionnelles en matière de gestion des forêts ;
- Renforcer les capacités du personnel ;
- Former des pépiniéristes communautaires ;
- Disponibiliser les semences pour les pépiniéristes ;
- Sensibiliser la population sur les conséquences désastreuses du déboisement et des feux de brousse ;
- Mettre en place un système participatif de surveillance du déboisement.

## CHAPITRE VI : INDUSTRIE, MINES ET ARTISANAT

Il n'existe pas d'industrie dans la commune, ainsi que des unités de transformation du café cerise. L'absence des investissements privés et d'une main-d'œuvre qualifiée vient aggraver les faibles potentialités du sous-sol.

A la carence de l'industrie s'oppose un artisanat dynamique dispersé dans la commune. L'artisanat s'exerce rarement comme un véritable métier, mais plus souvent comme une activité complémentaire liée à l'agriculture et dont les productions, variantes, dépendent des besoins des populations.

### 7.1. ARTISANAT

#### 7.1.1 Situation du secteur artisanal par type d'artisanat

Dans la commune, on trouve les 3 types d'artisanat à savoir : artisanat de production, artisanat de service et artisanat d'art.

##### 7.1.1.1. Artisanat de production

On dénombre 381 unités d'artisanat de production dans la commune répartie par individus et groupements. Cela montre que ce type d'artisanat est pratiqué en grande partie par des individus. Les principales unités représentées sont menuiserie 71%, la boulangerie 10%, la forge 9%. Les unités artisanales de production sont installées pour satisfaire des besoins locaux car, aucune d'entre elles n'exporte sa production en dehors des limites provinciales.

Tableau 7.1: Situation de l'artisanat de production

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat	Nombre de groupements pratiquant l'artisanat
Menuiserie	272	192	-
Briqueterie	1	1	-
Poterie	34	0	-
Forge	35	6	-
Boulangerie	39	39	-
<b>Total Commune</b>	<b>381</b>	<b>238</b>	<b>-</b>

Source : Coordination des métiers de la province de Rutana.

### 7.1.1.2. Artisanat de service

Ce type d'artisanat est rencontré dans les chefs-lieux des zones de la commune. Il est généralement propriété privée des artisans. Les principaux métiers de ce type d'artisanat sont la couture 30% et la mécanique avec 35% et la cordonnerie avec 30%.

Tableau 7.2 : Situation de l'artisanat de service

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat
Couture	47	47
Bouderie	8	8
Soudure	1	1
Mécanique	52	52
Cordonnerie	47	47
<b>Total Commune</b>	<b>155</b>	<b>155</b>

Source : Coordination des métiers de la province de Rutana/Mars 2006.

### 7.1.1.3. Artisanat d'art.

D'après le service de la coordination des métiers de la province Rutana, cette catégorie d'artisanat n'est pas développée dans la commune. Seule la sculpture est pratiquée dans la commune par une personne privée.

## **7.2. INTERVENANTS**

L'Etat st le seul intervenant dans ce secteur.

## **7.3. CONTRAINTES**

Le secteur de l'artisanat dans la commune rencontre des contraintes diverses tant exogènes qu'endogènes. Ces contraintes sont identiques partout dans le pays. Les plus importantes sont les suivantes :

- le manque d'un cadre institutionnel solide et stable soutenu par des textes législatif et réglementaire appropriés ;
- l'absence d'une politique nationale de l'artisanat pouvant permettre l'encadrement et la promotion de l'artisanat ;
- l'insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualification des artisans ;
- l'insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matérielles et financières) ;
- l'inadéquation production écoulement des produits artisanaux ;
- l'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché public.

#### **7.4. PERSPECTIVES**

- renforcer les capacités du personnel chargé de l'encadrement des artisans en matière de gestion, d'animation et d'organisation ;
- améliorer le système d'approvisionnement des matières premières éparpillées à travers tout le pays ;
- promouvoir la micro-entreprise à travers la dynamisation des activités artisanales ;
- promouvoir l'octroi des micro-crédits aux petits entrepreneurs potentiels artisanaux ;
- organiser l'écoulement des produits artisanaux par l'exportation, etc ... ;
- construction d'un CF/PP et de perfectionnement professionnel ;
- construction d'un CF ;
- centre d'enseignement des métiers.

## **CHAPITRE VIII : GEOLOGIE, MINES, MINERAIS ET CARRIERES**

### **8.1. LES FORMATIONS EN MINIRAIES**

Les formations du Nkoma sont des quartzites blancs, beignes, gris, fins à grossiers arkoses avec quelques horizons conglométatiques ; localement intercalations de phyllades.

Les formations de Mutsindozi sont des calcaires dolomitiques de la Musasa gris clair à foncé, horizon à cherts ; brèches intraformationnelles et horizons silicifiés.

Schistes et argiles de teinte rouge à mauve ; schistes calcaires de teinte diverse (Schistes calcaire de la Nyakabo).

### **7.2. RESERVES MINERAIS**

Toutes les recherches géochimiques n'ont révélé la présence d'aucun minerai dans le sous-sol de la commune.



## **CHAPITRE IX : ENERGIE**

La commune Mpinga-kayove, à dominante agricole traditionnelle couvre tous ses besoins énergétiques par le recours aux combustibles ligneux ; car elle n'est pas électrifiée.

Le pétrole est un privilège de quelques ménages semi-urbains.

Toute la commune ne peut être électrifiée que dans un cadre politique nationale d'électrification rurale.

### **9.1. LES COMBUSTIBLES LIGNEUX**

Les combustibles ligneux constituent la principale forme d'énergie domestique utilisée en milieu rural. Il s'agit principalement du bois de chauffe et du charbon de bois.

En l'absence d'enquêtes spécifiques, l'évaluation de la consommation du bois de chauffe et du charbon de bois est malaisée mais peut être considérée importante et grandissant face aux traditions alimentaires et culinaires, un faible recours aux hydrocarbures pour lesquels le pays n'est pas producteur et une utilisation marginale de l'électricité au niveau domestique.

La couverture de ces besoins énergétiques vitaux pour une population croissante explique la déforestation visible dans les zones les plus peuplées et exige des solutions à long terme.

La distance occasionnée par les déplacements pour la recherche du bois des lieux de consommation montre l'ampleur du problème de déboisement quand on sait qu'autrefois le ramassage du bois mort se faisait autour des habitations. La rareté du bois a provoqué l'utilisation des tiges mortes de maïs, de sorgho et du manioc comme substitution pour le chauffage.

La fabrication du charbon de bois a accentué la dégradation du couvert végétal de la province. Même les espèces d'essences protégées sont menacées de disparition.

La dégradation du couvert végétal de la commune est devenue une préoccupation des autorités politiques et administratives. Plusieurs mesures prises ces derniers temps tendent à protéger la province contre le déboisement intensif :

- pratique de reboisement par la mise en place des comités de reboisement et de surveillance de feu de brousse ;
- interdiction de couper le bois vert.

## **CHAPITRE X : COMMERCE ET SERVICES**

Le secteur commerce et des transports jouent un rôle non négligeable dans les activités économiques de la commune.

### **10.1. COMMERCE**

Dans la commune, le commerce porte principalement sur les produits agricoles, d'élevage, de transformations du bois, les produits artisanaux locaux. Les marchés ruraux constituent la forme de commerce la plus courante dans la commune.

Le marché joue un rôle essentiel sur plan sociologique et économique. C'est le lieu d'échange d'information, de produits, un lieu de contacts de rencontres et de loisirs.

Par ailleurs, des kiosques, des débits de boissons, des cabarets et des restaurants viennent renforcer le système commercial de la commune.

#### **10.1.1. Marchés ruraux**

Il existe 7 marchés dans la commune :

Les produits agricoles qui sont commercialisés au marché ne correspondent pas au surplus d'une agriculture familiale souvent très peu productive mais à la nécessité pour les paysans de se procurer de l'argent en vue d'acheter le minimum indispensable de produits manufacturés.

Les marchés ruraux drainent la population rurale de la commune. Ils sont fréquents et colorés. Ils servent aux échanges des produits agricoles, d'élevage, d'artisanat. Mais ils jouent le rôle des points de redistribution de produits manufacturés ainsi que d'approvisionnement de produits agricoles ou d'élevage des villes.

L'administration communale veille au bon déroulement des activités et au respect des règlements fiscaux en vigueur : paiement des impôts et taxes.

Les recettes communales sont en :

2001 : 6.337.900 Fbu

2002 : -

2003 : 5.524.820 Fbu

2004 : 5.514.470 Fbu

2005 : 6.849.650 Fbu

Les recettes annuelles de la commune Mpinga sont les plus faibles dans la province Rutana. Elle est la dernière dans ce domaine.

**Tableau 10.1: Marchés de la commune**

Communes	Localité	Marchés		Jours d'animation
		Aménagés ou semi aménagés	Non aménagés	
Mpinga-Kayove	1. Kayero		x	Mardi et vendredi
	2. Rwinkona		x	Vendredi et dimanche
	3. Gihinga (Bwiza)		x	Jeudi
	4. Kiguhi		x	Mercredi et Dimanche
	5. Nyabantu		x	Mercredi et Dimanche
	6. Kayove (Bihahe)		x	Dimanche
	7. Mbuye		x	Mardi

Source : Administration communale/Mpinga/Mars 200

### **10.1.2. Commercialisation des produits agro-industriels**

Le produits agro-industriel commercialisé est le café .

#### **10.1.2.1. Commercialisation du café**

Depuis la libéralisation de la commercialisation du café, de nombreux commerçants interviennent dans l'achat de ce produit auprès des paysans producteurs. C'est ainsi que la SOGESTAL et les commerçants agréés achètent du café dans la commune au cours d'une campagne nationale d'achat.

## **10.2. TRANSPORT ET COMMUNICATION**

Les infrastructures de communication constituent un élément fondamental pour la circulation des personnes et des biens.

### **10.2.1. Réseau routier**

Le transport routier est le plus pratiqué. La commune Mpinga est désenclavée par une route nationale la RN8 bitumée sur 15 km et une route communale en terre compactée latéritique de 29 km en très mauvais état et 10 pistes compactées et latéritiques, qui sont toutes en mauvais état, et de 138km de longueur.

### **10.2.2. Les moyens de transport**

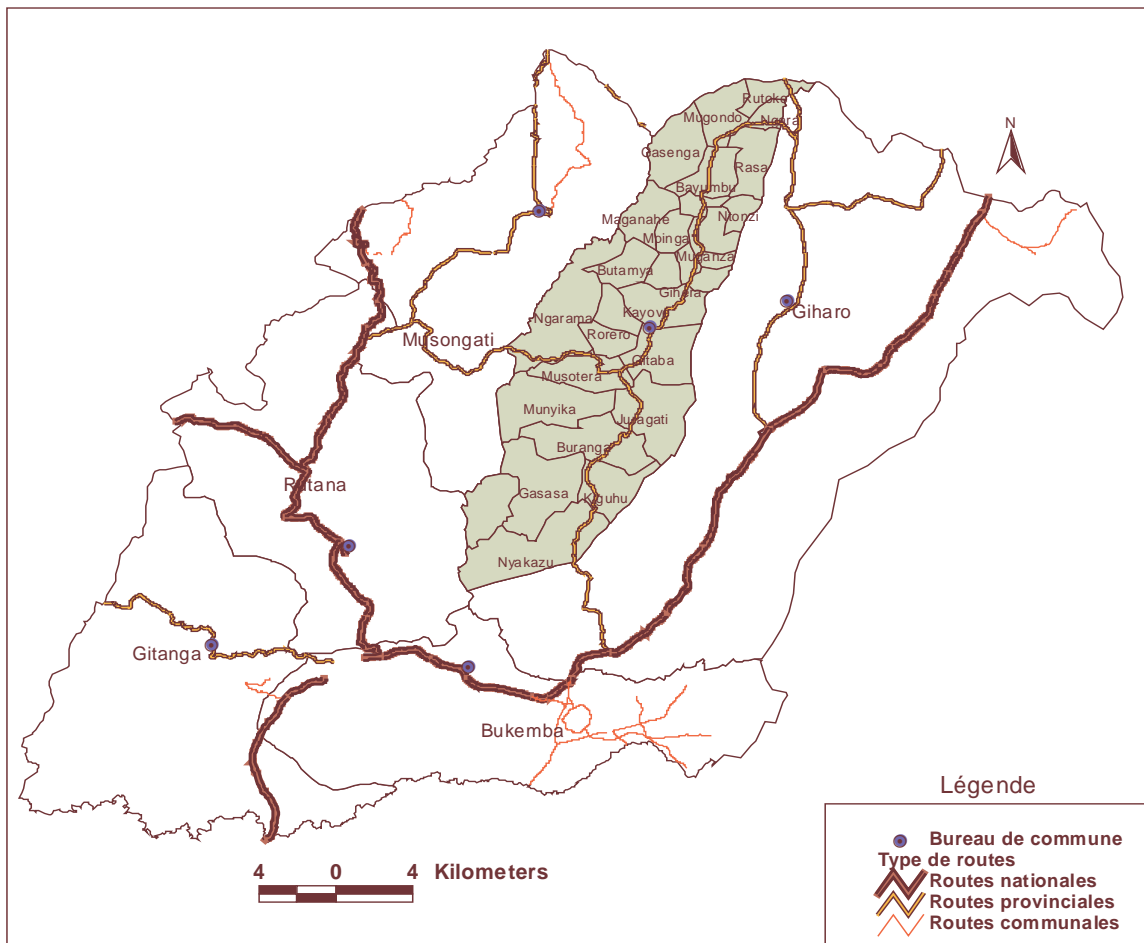
Le transport est assuré par les véhicules légers (mini bus), des camions pour le transport des marchandises. Le transport par bicyclettes (vélos) est très développé dans la commune. Le vélo joue un rôle important comme moyen de transport sur de courtes distances. Il permet le transport rapide des récoltes et de petites quantités de marchandises vers les marchés.

Le relief accidenté et l'état défectueux des pistes rurales ne facilitent pas l'usage du vélo et une grande partie des échanges est assurée par portage. Les femmes transportent les récoltes, les produits à vendre au marché, dans des paniers en équilibre sur leur tête.

Les marchés ruraux de la commune sont à construire pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle de commercialisation et de distribution des produits agricoles et d'élevage d'une part et d'approvisionnement des zones rurales en produits manufacturés et artisanaux de première nécessité de l'autre.

En outre, la construction et/ou réhabilitation des routes et pistes rurales pour désenclaver les zones rurales les plus reculées s'avère une nécessité aux fins d'assurer une bonne circulation des biens et des personnes d'un point à un autre du territoire de la commune.

### Carte n°2 : Réseau routier



### **10.3. SERVICES**

#### **10.3.1. Les institutions financières**

La commune n'en dispose pas des institutions financières. Il est nécessaire dans un premier temps d'avoir la COOPEC pour permettre à la population d'épargner.

#### **10.3.2. Poste et Télécommunication**

La commune ne dispose pas des services de postes et télécommunication. Dans le cadre du programme de téléphonie rurale, une centrale téléphonique vient d'être installée par l'ONATEL au chef-lieu Minga, mais elle n'est encore mise en service.

La téléphonie cellulaire ne couvre pas toute la commune. Il s'agit du TELECEL et de l'ONAMOB.

### **10.4. TOURISME**

Les sites historiques sont localisés dans deux Zones et sont à forte concentration à Nkoma dans la commune.

Il y a 5 sites historiques, à savoir :

- les failles des Allemands localisés à Nyakazu ;
- le tunnel qui se trouve à Kayove ;
- « AKARENGE KA NTARE » se trouvant à Juragati, mais on l'aurait volé, parce qu'il n'est plus visible.
- « IBIGABIRO » localisés à Muganza et à Mirehe.
- IBUYE RYA BAGAZA pourra aussi à l'avenir être considéré comme un site historique.

Il n'y a pas d'hôtels en commune.

Tableau 10.2 : Inventaire des sites touristiques

Communes	Noms des sites	Localités	Attractions
Mpinga-kayove	1. Faille des Allemands	Nyakazu	Naturelle et historique
	2. Tunnel	Kayove	Naturelle et historique
	3. L'empreinte du pied de Ntare (Akarengé ka Ntare)	Juragati	Historique
	4. Ibigabiro	Muganza	Historique et Culturelle

Source : Banque informatisée des données de la province Rutana /Mars 2006

## **10.5. INTERVENANTS**

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
ONATEL	Mpinga	Gouvernement Burundi	ONATEL	Population
TELICEL	Mpinga	TELICEL	TELICEL	Population
ONAMOB	Mpinga	ONATEL	ONAMOB	Population

## **10.6. CONTRAINTES**

Les principales contraintes du commerce, transport et communication sont :

- marchés ruraux existants non construits ;
- mauvais état des pistes rurales ;
- insuffisance de pistes rurales,
- manque des services de postes et télécommunications.

## **10.7. PERSPECTIVES**

- réhabiliter de la route Butomangwa-Mpinga-kayove jusqu'à Nyabitsinda-Giharo pour désenclaver la commune ;
- aménager les marchés.

## **CHAPITRE XI : ACTION SOCIALE**

### **11.1. ACTION SOCIALE**

#### **11.1.1. Situation des enfants en difficultés et des orphelins**

Les mesures et actions de protection des différentes catégories d'enfants en difficultés ne sont pas perceptibles dans la commune.

Cependant, on dénombre 400 enfants orphelins de guerre et 6373 orphelins du Sida et enfants orphelins naturels.

#### **11.1.2. Victimes de violences**

Dans la commune, on a recensé 4 cas de violence sexuelle dont deux fillettes et deux femmes.

#### **11.1.3. Veuves, mères célibataires et indigents**

Les veuves et mères célibataires recensées connaissent des difficultés de survie.

#### **11.1.5. Les handicapés**

Il n'existe pas de structures dans la commune s'occupant de la réhabilitation sociale qui est un ensemble d'actions faites en faveur des personnes handicapées pour les libérer de leur dépendance sur le plan physique et sur le plan social. Mais la réhabilitation sociale présuppose d'abord la réhabilitation physique, médicale, psychosociale et l'enseignement spécialisé.

### **11.2. REINSTALLATION ET REINSERTION**

La commune compte un nombre non négligeable de personnes sinistrées de guerre à savoir les déplacés et les rapatriés. La commune a enregistré selon les informations recueillies auprès du projet HCR/Administration communale 101 ménages totalisant 336 personnes dont 67 hommes, 60 femmes et 209 enfants. Les déplacés sont au total 103 personnes dans 19 ménages et vivent dans un site.

Des actions de réhabilitation/ réinsertion sont en cours par le PNUD via son Programme Réinsertion /Réhabilitation des sinistrés et Lutte contre la pauvreté. Le Banque Mondiale et la FAO aident les rapatriés par l'octroi des semences, par du matériel aratoire et le repeuplement du cheptel.

Des ONGs internationales (GTZ, Action Aid, LVIA, TPO ..... ) interviennent également par des projets de Réinsertion, de Sécurité Alimentaire et de Promotion de la Paix pour appuyer les populations sinistrées.

### **11.3 HABITAT**

L'habitat est extrêmement dispersé. Il s'atomise en une multitude de groupes de quelques maisons avec enclos ou sans enclos. Les maisons sont souvent dans les bananiers dans la plupart des cas.

Le rugo désigne une concession de plusieurs cases ou bien une case isolée. Ces constructions sont entourées par une enceinte en bois, en bambous, en herbes tressées ou bien en végétal et couverte de paille.

Le paysan apporte le maximum de soins à sa construction, tout en tôle et murs en briques dans le meilleur des cas.

Dans la commune, 325 maisons ont été reconstruites avec l'appui de l'Etat et des partenaires.

### **11.4. INTERVENANTS**

Tableau 11.5 : Intervenants dans l'Action sociale dans la Commune

Organisation	Lieu d'intervention	Baillleurs	Intervention	Bénéficiaires
DPAE	Toute la commune	BM	Production agricole Production animale	Population
HF TPO	Toute la commune	HCR	HF TPO	Population
GTZ/BMZ	Toute la commune	HCR	GTZ/BMZ	Population vulnérable
PRRSLP	Toute la commune	PNUD	Projets communautaires Promotion de la Paix AGR	Population

Source: Administration communale

### **11.5. CONTRAINTES**

- le bois d'œuvre pour la construction diminue progressivement ;
- caractère artisanal de briqueteries;
- matériaux importés de construction peu accessible suite au faible pouvoir d'achat de la population ;
- absence de partenaire de la reconstruction.



## **CHAPITRE XII : SANTE ET APPROVISIONNEMENT** **EN EAU**

Le secteur de la santé dans la commune à l'instar de la province est caractérisé par l'insuffisance du personnel soignant, des équipements et des bâtiments et le manque de médicaments.

Il n'y a pas de médecin dans cette commune. Pour une population de 56.401 habitants, il n'y a que 7 infirmiers, soit 857 personnes pour 1 infirmier

### **12.1. DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES**

L'impact du climat sur la santé humaine est très important, surtout en saison des pluies, périodes de durs travaux champêtres où l'on assiste à l'éclosion de nombreuses maladies parasitaires. Il n'en reste pas moins évident que les maladies les plus fréquentes sont aussi dues aux mauvaises conditions d'hygiène, d'approvisionnement en eau et par manque d'éducation sanitaire.

La situation sanitaire de la commune présente un clinique caractérisé par la persistance des maladies suivantes : le paludisme, les infections respiratoires, les maladies diarrhéiques, les parasitoses intestinaux, les maladies nutritionnelles et avitaminoses, les traumatismes et blessures, les infections sexuellement transmissibles et le VIH/SIDA.

Le paludisme avec 890 enregistrés en 2005, soit 2% des cas de la province, constitue la cause principale de décès dans la commune en 2005

En effet, le paludisme touche toutes les catégories d'âge de la population dans la commune.

### **12.2. MEDECINE PREVENTIVE**

Dans le domaine de la médecine préventive, le Programme Elargi de Vaccination (PEV) qui vise à faire de la vaccination une activité quotidienne des établissements sanitaires dote ces derniers de centres de vaccination.

Les vaccinations concernent les maladies suivantes :

- la diphtérie ;
- le tétanos ;
- la coqueluche ;
- la tuberculose ;
- la rougeole ;
- la poliomyélite.

Chaque année, une grande campagne de vaccination est organisée à travers tout le pays dans le cadre du PEV avec l'appui de l'UNICEF, de l'OMS et d'autres Organismes internationaux, en vue de réduire la morbidité et la mortalité infantile dues aux maladies que l'on peut prévenir par la vaccination.

A partir de 2004, le PEV a introduit deux nouveaux vaccins contre le virus de l'hépatite B et de l'Haemophilus influenza de type B10.

Selon la DPS de Rutana, les données sur la vaccination dans la commune en 2005 sont les suivantes :

- VAT2-VAT5 : 291;
- BCG : 929;
- Polio3 : 723;
- DTC Pentavalent : 816 ;
- Rougeole : 812.

### **12.3. LA PREVENTION CONTRE LE VIH /SIDA**

Selon la DPS et CPLS de Rutana, l'état du dépistage dans la commune se présente comme suit par âge en 2005 :

- de 0-14 ans, on a recensé 3 séropositifs;
- de 15-29 ans : 3 séropositifs;
- de 30 ans et plus : 10 séropositifs dont 6 femmes, soit 60 %.

Sur un échantillon de quelques personnes, on compte 16 séropositifs dont 6 femmes, soit 38% dans la commune. Ceci montre que les femmes sont moins infectées par le VIH/SIDA que les hommes dans cette commune.

### **12.4. LA MEDECINE TRADITIONNELLE**

La santé humaine est souvent analysée à travers le secteur moderne sans grande considération du secteur traditionnel auquel se confie une grande partie de la population, mais qui, malheureusement échappe aux statistiques.

Les intervenants en médecine traditionnelle dans la province sont les tradithérapeutes et les accoucheuses traditionnelles.

On rencontre les tradithérapeutes et des accoucheuses traditionnelles dans les zones de la commune.

Dans toute la commune, on dénombre 12 tradithérapeutes connus officiellement et 35 accoucheuses traditionnelles formées avec kit.

En outre, le prix des médicaments prescrit par l'infirmier ou le médecin est trop élevé pour les bourses paysannes, tandis que le guérisseur se contente de prescrire des racines et des herbes pour un prix symbolique. Ajoutons que les 2 formes de soins ne sont pas incompatibles : devant l'échec de la médecine moderne, on s'adresse au secteur traditionnel et vice-versa. La conception traditionnelle de toute maladie comme un sort jeté par un proche explique le recours au guérisseur et à ses pratiques dont les effets sont parfois positifs notamment pour les maladies psychiques.

## **12.5. SITUATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES**

### **12.5.1. Etablissements sanitaires**

La commune Mpinga-kayove compte 4 centres de santé publique dont deux centres publics et deux privés, tous situés dans deux zones : Mpinga et Kiguhu.

Elle dispose également d'un centre nutritionnel et thérapeutique.

Il faut noter que ces Centres de Santé de la commune desservent également des collines avoisinantes des communes limitrophes.

La couverture sanitaire de la commune est peu satisfaisante. Les infrastructures sanitaires sont suffisantes mais inégalement réparties.

### **12.5.2. Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires**

Le tableau 12.1 présente les consultations, le nombre d'hospitalisés et le nombre de lits par établissement sanitaire et par zone dans la commune.

Les établissements sanitaires de la commune de 48 lits et ils ont enregistré 1526 consultations par mois.

Tableau 12.1 : Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires

Zone	Localité	Colline desservie	Centre de santé		
			Cons./mois	N.L.	N.H./mois
Mpinga	Mpinga	14	425	12	66
	Kayero	10	375	24	112
Kiguhu	Kiguhu	6	383	8	5
	Ruranga	2	343	4	0
<b>Total Commune</b>	<b>4</b>	<b>32</b>	<b>1526</b>	<b>48</b>	<b>183</b>

Source : DPS/Rutana/ 2006

## **12.5. RESSOURCES HUMAINES**

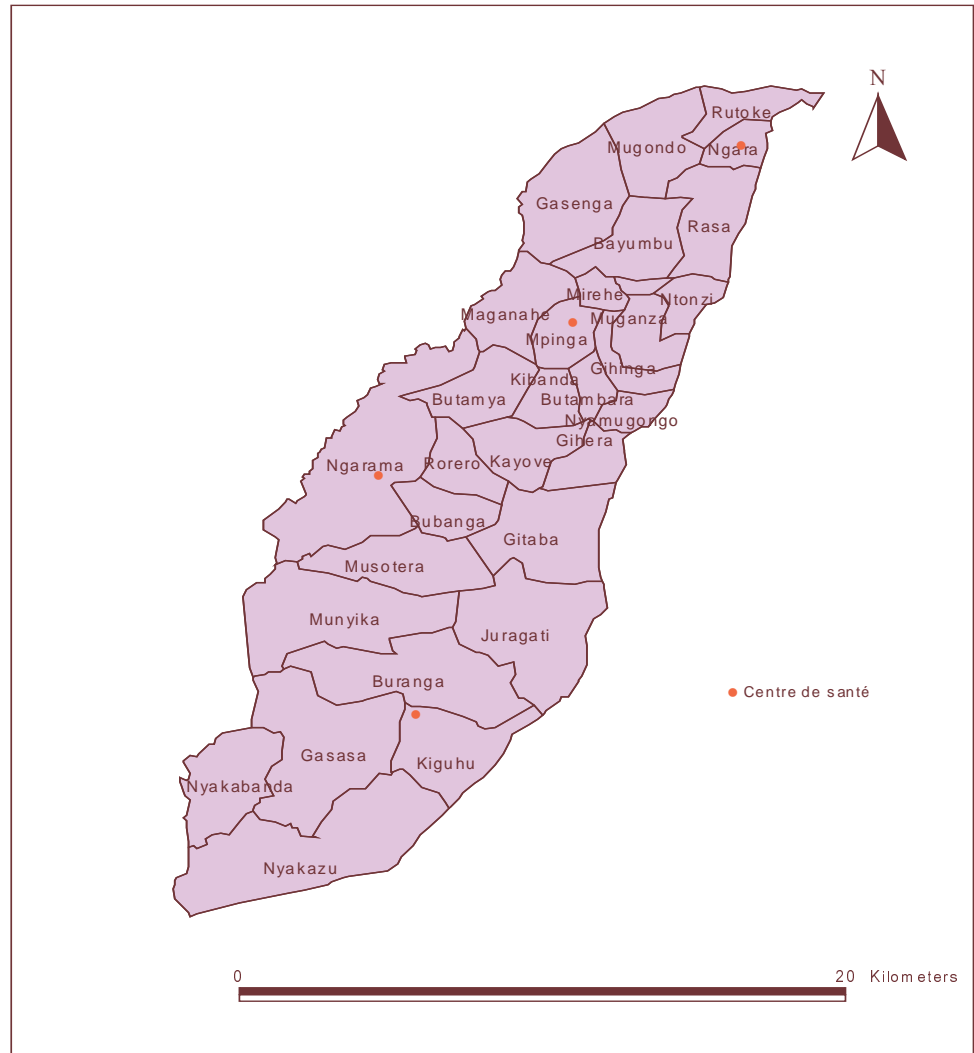
Le personnel soignant, de la commune est composé de :

- 4 Infirmiers A3 tous des hommes;
- 1 Technicien de promotion de santé du niveau A2.

Au total, 5 agents soignants pour une population de 56401 habitants. Il n'y a pas de médecin dans la commune.

Le personnel d'appui est composé de 5 personnes.

Carte n°3 : Infrastructures sanitaires de la commune



## **12.7. APPROVISIONNEMENT EN EAU**

Après la construction des sources aménagées à travers toute la commune, par l'ONG LVIA, on avait 181 points d'eau, 27 réservoirs et 6 bornes fontaines. Les normes pour un approvisionnement en eau optimal étaient d'1 puits d'eau pour 500 ménages ou 2 puits d'eau au Km<sup>2</sup>. On recensait alors 0,6 points d'eau au km<sup>2</sup>, ce qui n'est pas satisfaisant au vu de la norme. Le nombre de ménages par point d'eau (59) était également non satisfaisant. Cela s'est ajouté le pire, presque toutes les sources aménagées par L.V.I.A n'ont pas fonctionné. La situation actuelle est que plus de 80% de la population consomme une eau de ruisseaux. Par ailleurs, la répartition de ces infrastructures à travers les collines est inégale.

La commune Mpinga-Kayove disposait également de 3 lignes de réseaux gravitaires. Sur les 3 réseaux, un seul fonctionne un peu : celle de Kabingo-Mihama.

### **12.7.1. Situation d'approvisionnement en eau potable**

Les tableaux ci-dessous présentent la situation d'alimentation en eau potable dans la commune.

Le réseau d'adduction avec un linéaire total de 36,6 km, dessert 20 collines.

Il existe 40 bornes fontaines dont 12 ne sont pas fonctionnelles. Le nombre de réservoirs est de 22.

Selon les normes de l'OMS, il faut un point d'eau potable tous les 500 m afin de permettre à la population d'avoir accès facilement à ce service. La commune ne répond à ces conditions.

La moyenne communale est de 0,146 points d'eau/500m. Il faudrait réhabiliter tous les points d'eau non fonctionnels et aménager de nouveaux pour atteindre les normes.

Tableau 12.2 : Situation des Infrastructures de l'Approvisionnement en eau

Source : RCE /Rutana/Mars2006

Communes	Sup . Km <sup>2</sup>	Nombre de ménages	Nombre points d'eau														
			SAF	SANF	SNA	BFF	BFNF	BP	PF	PNF	SC EP	Nombre total de points d'eau					
												Fonct ionnel s	Non fonct ionnel s	Total	Nbre de ménage par points d'eau fonctionnels	Nbre de ménage par points d'eau non fonctionnels	Nb de point d'eau fonctionnels 500 m
Mpinga- kayove	302,12	8648	45	27	47	28	12	4	0	0	0	73	39	112	51	122	0,14
<b>Total Province</b>	<b>1959,48</b>	<b>47731</b>	<b>472</b>	<b>420</b>	<b>269</b>	<b>193</b>	<b>166</b>	<b>84</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>685</b>	<b>544</b>	<b>1229</b>	<b>24</b>	<b>33</b>	<b>1,37</b>

Tableau 12.3 : Réseau d'adduction d'eau

Zone	Nombre de réseaux		Nombre de réservoirs	Nombre de collines desservies	Nombre de collines non desservies	Linéaires (km) desservies
	BFF	BFNF				
Kayero	5	4	4	3	5	7,6 km
Mpinga	20	0	15	5	10	20 km
Kiguhu	3	8	3	4	5	9 km
Mugondo	0	0	-	-	-	-
<b>Total Commune</b>	<b>28</b>	<b>12</b>	<b>22</b>	<b>12</b>	<b>20</b>	<b>36,6 km</b>

Source : RCE/Rutana/Mars 2006

### **12.7.2. Mode de gestion et d'entretien des infrastructures d'eau**

Les infrastructures hydrauliques sont gérées et entretenues par la régie communale de l'eau sous l'encadrement du coordonnateur provincial des régies communales de l'eau, personnel de la DHER.

L'entretien courant des installations d'eau étant assuré par les Comités usagers des points d'eau et les fontainiers communaux.

### **12.8. LES INTERVENANTS**

Outre l'Etat, des ONGs internationales interviennent dans le secteur santé dans la commune Mpinga-kayove.

Les appuis que ces organisations apportent sont :

- approvisionnement en médicaments et matériel médico-technique ;
- renforcement des capacités (formation) du personnel soignant ;
- appui logistique.

L'UNICEF et l'OMS appuient dans la vaccination dans le cadre du PEV

Les Agences du Système des Nations Unies, le PNUD intervient dans la lutte contre le VIH/SIDA et le PAM interviennent par la distribution de vivres.

La Banque Mondiale intervient dans la lutte contre le VIH/SIDA.

Le 9<sup>ème</sup> FED appui dans le renforcement des capacités du personnel et en médicament et matériel.

### **12.9. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES**

Le problème qui est le plus souvent perçu et évoqué par les populations est le manque d'infrastructure sanitaire dans leur milieu. Mais il existe également le problème de la qualité des soins dispensés auxquels les services compétents doivent apporter des solutions. Le problème se pose surtout en milieu rural où l'on note souvent l'insuffisance ou le manque du personnel de santé et des produits de soins. Le plus grand problème de santé qui est à la fois générale et préoccupant est celui des maladies engendrant l'hospitalisation selon leur gravité.

Le manque d'équipements sanitaires est un problème crucial dans les établissements sanitaires de la commune. La satisfaction des besoins de santé est un problème que l'on doit nécessairement placer dans le contexte général du développement ; car le secteur de la santé ne peut pas être appréhendé isolément. Les problèmes de santé dépendent énormément de ceux de l'eau et de l'alimentation. Toute solution apportée aux problèmes de santé doit prendre en compte les autres secteurs de développement pour assurer aux populations bénéficiaires de meilleures conditions de vie.

La commune nécessite un équipement sanitaire adéquat et moderne, un personnel de santé qualifié et suffisant, une politique sanitaire adaptée aux réalités locales : la formation, la sensibilisation et surtout la motivation aussi bien du côté du personnel soignant que de la population, doivent être intégrées dans les programmes de santé.

La promotion des soins préventifs de santé primaire passera par un soutien technique et financier de tous ceux qui participent au bien être de la population de la commune.

La principale contrainte est le manque de financements pour réhabiliter les infrastructures non fonctionnelles et aménager de nouvelles.

La commune dispose de beaucoup de ressources en eau non exploitées : sources d'urgence, aquifères (eaux souterraines) et des cours d'eau. D'après les informations recueillies, il existe 51 sources non aménagées dans la commune. Dès que ces sources seront aménagées, la desserte en eau potable serait 100% dans la commune.

- rechercher des financements ;
- réhabiliter les infrastructures d'eau détruites et non fonctionnelles ;
- aménager de nouvelles infrastructures d'eau ;
- sensibiliser la population à la bonne utilisation, à la prise en charge de l'entretien et à la gestion des installations d'eau.



## CHAPITRE XIII : EDUCATION

La commune compte 15 écoles primaires, 4 écoles secondaires dont 3 collèges communaux neufs et un Lycée Technique de l'Espoir construit par l'EMUBU.

### **13.1 ENSEIGNEMENT FORMEL**

#### **13.1.1. Enseignement primaire**

La commune compte 15 écoles primaires publiques dont 12 à cycle complet avec 67 salles de classes. Ces écoles sont localisées dans les collines de recensement de chacune des 4 zones.

Au cours de cette année scolaire 2005-2006, l'enseignement primaire communal compte 7797 élèves dont 3381 filles (43,36%) et 4416 garçons (56,64).

La commune compte 133 Enseignants dont 52 femmes, soit 39%.

L'effectif des élèves inscrits en première année est de 2602. Il a presque triplé du fait de la politique « **Education pour Tous** » du Gouvernement Burundais, traduite par gratuité de l'Enseignement primaire. L'effet immédiat est la surcharge des salles de classes avec en moyenne 75 élèves par classe et l'insuffisance de bancs pupitres. Les infrastructures scolaires sont insuffisantes dans la commune pour répondre efficacement à la politique de la gratuité de l'enseignement primaire. Le rapport élèves/maître qui est de 103 n'est mauvais si l'on compare aux autres communes. Cependant le manque de manuels scolaires reste un problème criant dans la commune. Toutes les écoles disposent de latrines.

#### **13.1.2. Enseignement secondaire général**

La commune compte 3 Collèges Communaux Publics d'enseignement général, répartis dans les zones.

On dénombre 15 salles de classes avec 1135 élèves dont 438 Filles (39%) et 11 Enseignants dont 2 femmes comme l'indiquent les tableaux ci-dessous.

L'effectif moyen est de 75 élèves par classe, avec un ratio est de 103 élèves/enseignant (cfr tableau 13. 1) au cours de l'année scolaire 2005-2006.

Tableau 13.1 : Nombre et capacités d'accueil des écoles secondaires  
Année scolaire : 2005-2006

Etablissements Localités	Secondaire								
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Effectif des élèves			Effectif des Ens.	Ratios	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/Salle	Elèves/Ens
Kayero	1	-	6	272	189	461	5	92	5
Kiguhu	1	-	4	245	131	376	4	94	188
Mpinga	1	-	5	180	118	298	2	60	75
<b>Total commune</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>15</b>	<b>697</b>	<b>438</b>	<b>1135</b>	<b>11</b>	<b>75</b>	<b>103</b>

Source : DPE/Rutana/Mars 2006

CC : Cycle Complet

Tableau 13.2 : Situation du personnel enseignement dans la commune

Zones	Ecoles primaires			Ecoles secondaires		
	H	F	Total	H	F	Total
Kayero	27	27	54	10	2	12
Kiguhu	35	10	45	4	0	4
Mpinga	19	15	34	2	0	2
<b>Total commune</b>	<b>81</b>	<b>52</b>	<b>133</b>	<b>16</b>	<b>2</b>	<b>18</b>

Source : DPE/Rutana/Mars 2006

### 13.1.3. Enseignant Technique Professionnel Secondaire

Dans la commune, il est assuré dans une seule école technique à cycle incomplet à savoir le Lycée Technique de l'Espoir de Kayero. Cette école compte 5 classes pour 207 élèves encadrés par 7 professeurs. Ce Lycée compte 2 sections : la gestion et la section juridique. C'est le seul établissement d'enseignement technique professionnel secondaire de la province.

Carte n°4: Infrastructures scolaires 2005-2006



## **13.2. ENSEIGNEMENT INFORMEL**

### **13.2.1. Les écoles YagaMukama**

Il y a 5 écoles Yaga Mukama dans la commune de Mpinga-kayove avec 12 salles de cours, 284 élèves dont 174 filles, encadrés par 12 enseignants (Année scolaire 2005-2006).

La formation dispensée dans les écoles YagaMukama vise au-delà de l'acquisition des connaissances et des valeurs chrétiennes, la transmission de connaissances de base par l'alphabétisation et la connaissance du milieu rural afin de leur permettre de mieux s'intégrer dans leur communauté.

### **13.2.2. Les centres d'alphabétisation**

La commune ne compte que 7 centres d'alphabétisation fonctionnelle en 2005/2006 avec une salle chacun et le nombre d'apprenants est de 210 dont 131 filles soit 62%, encadrés par 14 alphabétiseurs.

Les thèmes traités dans les séances d'alphabétisation sont relatifs à la vie quotidienne et en rapport avec l'agriculture et l'élevage moderne, la nutrition, l'habitat décent, la santé, l'hygiène, le planning familial, les métiers, l'épargne et la bonne gouvernance.

Les caractéristiques de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes sont :

- la pénurie d'animateurs alphabétiseurs ;
- l'absentéisme des auditeurs et le manque de suivi.

L'animation des centres d'alphabétisation est assurée par des volontaires dont les prestations sont bénévoles.

### **13.2.3. Les Ecoles de Métiers**

Il existe une Ecole de Métier dans la commune, avec 25 élèves dont 24 filles, encadrés par 2 enseignants.

## **13.3. INTERVENANTS**

Les différents intervenants dans le système éducatif burundais sont le gouvernement, les collectivités locales à savoir les provinces et les communes chacune à son niveau, les parents et les différents ONGs locales et internationales, les organismes internationaux et d'autres partenaires.

Tableau 13.3: Intervenants dans l'Education

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Actions/Activités	Bénéficiaires
PRRSLP	Toute la province	PNUD	Réhabilitation du centre d'enseignement de métier de Gitaba	Les déscolarisés
CEPEBU	Toute la province	Conseil des Eglises du Burundi, le Gouvernement Suédois),	Construction de trois classes, alphabétisation des adultes	Ecoliers, les adultes et les handicaps
CICR	Toute la province	Croix-rouge	Alphabétisation de prisonniers analphabètes	Population carcérales
UNICEF	Toute la province	UNICEF	Distribution du matériel scolaires	Ecoliers et Enseignants
GTZ BMZ	Rutana, Gitanga, Giharo	HCR	Construction des écoles primaires	Ecoliers
TWITEZIMBERE	Toute la province	BM	Construction des écoles primaires	Ecoliers
IRC	Rutana, Bukemba	IRC	Construction des latrines	Ecoliers

Source : DPE/Rutana/Mars 2006

## **13.4. CONTRAINTESN ET PERSPECTIVES**

### **13.4.1. Contraintes**

Les principales contraintes de l'éducation dans la commune sont l'insuffisance des infrastructures scolaires, des équipements, de matériels didactiques et d'Enseignants et le mauvais état de certains bâtiments scolaires.

### **13.4.2. Perspectives**

- créer plus d'écoles primaires dans les toutes les zones ;
- créer d'autres collèges communaux ;
- construire des bâtiments ;
- réhabiliter les bâtiments scolaires en mauvais état ;
- recruter des enseignants ;
- équiper les établissements scolaires ;
- construire des latrines dans les écoles ;
- construire des homes pour enseignants ;
- approvisionner les établissements scolaires en eau potable.

## **CHAPITRE XIV : JEUNESSE, SPORT ET CULTURE**

### **14.1. ENCADREMENT DES JEUNES**

La population de la commune est majoritairement jeune. Dans la commune, il existe de centres de divertissement : un centre des jeunes. Ce dernier encadre 1291 jeunes dont 662 filles et 629 garçons. Les jeunes des autres zones de la commune se débrouillent eux-mêmes tant bien que mal à se promouvoir.

Le centre jeune de Mpinga est la seule structure publique d'encadrement de jeunes.

### **14.2. SPORT**

En matière de sport, la commune ne compte que 32 terrains de football tous en bon état. Il n'existe pas de terrain de basket-ball mais on dénombre 3 terrains de volley ball.

### **14.3. CULTURE**

La culture englobe l'ensemble des éléments qui, au cours du temps, ont façonné l'identité d'un peuple ou d'une communauté. Il s'agit notamment des éléments suivants : la langue, les croyances, les mœurs, les connaissances techniques, les fondements de l'organisation sociale, le patrimoine oral et physique dont les expressions musicales, folkloriques et artistiques etc....

La commune détient ses propres mœurs, et danses folkloriques.

### **14.4. INTERVENANTS**

Outre, l'Etat, les intervenants dans le secteur sont pour la plupart des ONG internationales.

L'ONG Action Aid qui, à travers son programme « Consolidation de la paix et résolution pacifique des conflits », a pu équiper des groupes culturels et sportifs et organiser des activités sportives et culturelles.

L'ONG GTZ « projet Sécurité Alimentaire et promotion de la paix » qui a démarré ses activités au cours de l'année 2005 et qui a pu financer l'organisation du festival provincial de la jeunesse au mois d'août 2005. Elle est entrain de construire un terrain de jeux et un centre de lecture et d'animation culturelle à Mpinga, au chef-lieu de la commune.

L'ONG TPO organise de temps en temps des rencontres sportives entre les communes.

Le PNUD à travers le PRRSLP.

#### **14.5. CONTRAINTES**

La principale contrainte est liée à la faiblesse organisationnelle des jeunes qui fait que ces derniers ne puissent pas encore se prendre en charge par eux-mêmes.

En effet, la majorité des autres organisations de jeunes sont nées dans le contexte de la crise qui perdure depuis 1993 et pour certaines d'entre elles, l'impact de la crise se fait remarquer au niveau de leur organisation et de leur fonctionnement.

Les autres contraintes sont liées à :

- manque ou insuffisance de la concertation et de la collaboration entre les associations ;
- manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes ;
- manque d'encadrement lié à la modicité des moyens consacrés au secteur de la jeunesse, au regard de l'immensité des besoins ;
- manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié devrait occuper une place importante et servir d'espace d'échange et partant de paix entre la population sortant de la guerre.

#### **14.6. PERSPECTIVES**

Les jeunes occupent une place de choix pour le développement durable du pays, pour ce faire il faut :

- renforcer l'encadrement de la jeunesse par les activités génératrices de revenus par les activités sportives ;
- renforcer le dispositif juridique pour lutter plus efficacement contre les abus des adultes délinquants, voire criminels à l'endroit des jeunes;
- former les jeunes à l'entrepreneuriat ;
- promouvoir les activités culturelles à travers des clubs de jeunes.

# **CHAPITRE XV : JUSTICE**

## **15.1. TYPES DE SERVICES JUDICIAIRES**

La commune dispose uniquement d'un seul tribunal archaïque, du temps des Belges, situé à une distance non accessible par la population, dans la zone Kiguho.

## **15.2. JUSTICE GRACIEUSE**

La justice gracieuse est l'une des institutions auxiliaires de la justice. Elle est rendue par le Conseil des Notables de la colline. Celui-ci est institué sur toute l'étendue du territoire. La composition du Conseil des Notables de la colline et la procédure suivie devant le Conseil sont fixées par les usages locaux sous réserve du respect des règles relatives à la récusation, au secret professionnel et à l'ordre public.

Le travail des membres est fait à titre bénévole.

## **15.3. CONTRAINTES**

Les contraintes sont de diverses natures ; entre autre on peut citer :

- lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre ;
- complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres, à la succession et à l'application du Code des personnes et de la famille ;
- personnel non qualifié ;
- manque de formation spécialisée pour certains domaines
- conditions de travail très précaires ;
- manque de moyens de transport, de communication ;
- délabrement et vétusté des locaux
- insuffisance de matériel d'usage, équipement, etc. ...

## **15.4. PERSPECTIVES**

- allouer un budget conséquent au secteur de la justice ;
- réhabiliter et construire des bâtiments judiciaires et pénitentiaires ;
- rendre fonctionnel les centres d'études et de documentation juridique ;
- réformer le cadre légal et clarifier les procédures pour pallier aux lenteurs judiciaires et dans l'exécution des décisions rendues ;
- accorder un salaire encourageant pour freiner les défections des cadres compétents ;
- traduire les textes de loi en Kirundi et veiller à leur diffusion.



## **CHAPITRE XVI : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT**

Secteurs	Atouts	Contraintes	Solutions
<b>1. Agriculture</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Terres fertiles</li> <li>-Gamme variée de spéculations agricoles</li> <li>-Main d'œuvre abondante et laborieuse</li> <li>-Faible densité de population</li> <li>-Demande toujours croissante en produits agricoles</li> <li>-Retour de la paix avec possibilité de retour de financement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Exiguïté des terres</li> <li>-Manque de semences de qualité</li> <li>-Manque d'intrants agricoles</li> <li>-Encadrement soumis aux contraintes physiques, structurelles, financières</li> <li>-Maladies</li> <li>-Conjoncture internationale des prix défavorables</li> <li>-Désengagement de la population dans la culture et l'entretien du café.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Varier des spéculations en orientant la recherche vers des cultures oléagineuses</li> <li>-Former et recycler l'agronome communal</li> <li>-Promouvoir l'octroi facile des crédits agricoles</li> <li>-Organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions</li> </ul>
<b>2. Elevage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Climat favorable</li> <li>-Existence des pâturages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Mouches très abondantes</li> <li>-Manque d'encadrement</li> <li>-Terres non favorables à la culture des fourrages car il y a beaucoup de termites</li> <li>-Pâturages sèches très vite pendant la saison sèche</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Relancer l'encadrement</li> <li>-Introduire les infrastructures d'élevage</li> <li>-Promouvoir les cultures fourragères résistantes aux termites</li> <li>-Multiplier les pharmacies vétérinaires</li> </ul>
<b>3. Pêche et Pisciculture</b> <b>3.1. Pêche</b> <b>3.2. Pisciculture</b>	La pêche n'est pas pratiquée dans la commune		
	Existence des lieux pour l'installation des étangs piscicoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Mauvais état des étangs piscicoles existantes</li> <li>- Manque d'encadrement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Multiplier les installations des états piscicoles</li> <li>- Réhabiliter les étangs piscicoles en mauvais état</li> <li>- Relancer l'encadrement piscicole</li> </ul>
<b>4. Forêts</b>	Existence des terres à reboiser	- La faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des	- Renforcer les capacités institutionnelles en matière de gestion de forêts

		<p>forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le manque de personnel de moyens matériels et financiers</li> <li>- Manque de structuration de la filière bois</li> <li>- Déboisement illicite</li> <li>- Pratique de feux de brousse</li> <li>- La non disponibilité de semences pour les pépiniéristes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les capacités humaines, matérielles et financières</li> <li>- Sensibiliser la population sur les conséquences désastreuses de déboisement et des feux de brousse</li> <li>- Mettre en place un système participatif de surveillance du déboisement</li> <li>- Former les pépiniéristes communautaires</li> </ul>
<b>5. Géologie, Mines, Minerais et Carrière</b>	-	Absence de minerai dans le sous sol	-
<b>6.Habitat</b>	Existence des terrains pour bâtir	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque des matériaux de construction</li> <li>- Pas de politique claire en matière de promotion de l'habitat</li> </ul>	Promouvoir et mettre en place une politique nationale de l'habitat.
<b>7. Approvisionnement en eau</b>	-Existence des sources d'eau dans le sous sol	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de financement</li> <li>- Manque d'équipement et formation technique aux fonteniers</li> <li>- La non redynamisation de la régie communale de l'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réhabiliter les infrastructures d'eau détruits et non fonctionnelles</li> <li>- Aménager de nouvelles structures d'eau</li> <li>- Sensibiliser la population à la bonne utilisation, à la prise en charge de l'entretien et à la gestion des installations d'eau</li> <li>- Rechercher les financements pour appuyer les services de RCE</li> </ul>
<b>8. Energie</b>	- Existence de cours d'eau pour la construction de petits barrages(Karera, Nyabayi )	<p>Manque de sources d'énergie renouvelable</p> <p>Manque de barrages</p>	Construire de petits barrages sur la Nyabayi et Karera
<b>9. Industrie</b>	Présence d'énorme potentiel naturel	Absence d'investissements	Installer des agro industries
<b>10. Artisanat</b>	- Existence de différents types d'artisanat	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le manque d'encadrement institutionnel et technique</li> <li>- Insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualifications</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer des capacités du personnel chargé de l'encadrement des artisans en matière de gestion, d'animation et d'organisation</li> <li>- Améliorer le système d'approvisionnement en</li> </ul>

		<p>des artisans</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Insuffisance des ressources humaines, matériels et financières</li> <li>- Absence de marché pour y écouler les produits artisanaux</li> <li>- L'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché</li> </ul>	<p>matières premières</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Promouvoir la micro-entreprise à travers la dynamisation des activités artisanales</li> <li>-Promouvoir l'octroi des micro-crédits aux petits entrepreneurs potentiels artisanaux</li> <li>-Organiser l'écoulement des produits artisanaux par l'exposition</li> </ul>
<b>11. Santé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Dynamisme et disponibilité du personnel soignant</li> <li>-Présence d'ONGs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'infrastructure sanitaires</li> <li>- Le manque du personnel soignants et des produits de soins</li> <li>- Manque d'équipement sanitaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction des infrastructures sanitaires et les équiper</li> <li>- Renforcer le personnel soignant et qualifié</li> <li>- Recruter le personnel soignant en suffisance</li> </ul>
<b>12. Education</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Existence d'enfants à l'âge scolaire,</li> <li>-Le désir ou l'engouement des parents d'envoyer leurs enfants à l'école,</li> <li>- Gratuité scolaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Insuffisance d'infrastructures scolaires, des équipements de matériel didactiques et d'enseignements et le mauvais état de certains bâtiments scolaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- créer d'autres écoles primaires</li> <li>- Créer des infrastructures secondaires</li> <li>- Réhabiliter les bâtiments scolaires qui sont en mauvais état</li> <li>- Recruter les enseignants qualifiés</li> <li>- Equiper les établissements scolaires</li> <li>- Approvisionner les établissements scolaires en eau potable</li> </ul>

<p><b>13. Jeunesse, Sport et Culture</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Existence des terrains de jeux de football et volley-ball,</li> <li>- Présence dans la commune d'un centre culturel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes</li> <li>- Manque ou insuffisance de concertation et de collaboration entre les associations</li> <li>- Manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié</li> <li>- Manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir la culture et le sport ;</li> <li>-Equiper le centre culturel existant en matériel,</li> <li>- Redynamiser les sports pratiqués et promouvoir d'autres</li> <li>- Renforcer l'encadrement de la jeunesse par les activités génératrices des revenus</li> <li>- Former les jeunes à l'entrepreneuriat</li> <li>- Promouvoir les activités culturelles à travers des clubs de jeunes</li> <li>- Promouvoir les activités à travers des clubs de jeunes</li> </ul>
<p><b>14. Justice</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Existence du personnel judiciaire en suffisance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque de personnel qualifié</li> <li>- Lenteur au niveau de l'exécution des dossiers jugés et clôturés</li> <li>- Insuffisance de matériel d'usage et équipement</li> <li>- Conditions de travail très précaires</li> <li>- Délabrement et vétusté des locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Allouer un budget conséquent au secteur de la justice</li> <li>- Réhabiliter et construire des bâtiments judiciaires et pénitentiaires</li> <li>- Rendre fonctionnel les centres d'études et de documentation)</li> <li>- Traduire les textes en Kirundi</li> <li>-Accorder un salaire encourageant pour freiner les défection des cadres compétents</li> </ul>

<b>15. Commerce</b>	- Existence de marchés	- Les marchés sont en mauvais état - Toutes les pistes de la commune sont en mauvais état	- Réhabiliter les marchés et les pistes qui sont en mauvais état
<b>16. Tourisme et hôtellerie</b>	Présence de nombreux sites et monuments historiques	mauvais état des infrastructures de transport (routes, pistes rurales,...) ; faible niveau de revenus des ménages ; insuffisances des services de télécommunications ; insuffisance d'investissements dans le secteur ; insuffisance des infrastructures et structures d'accueil modernes	Réhabiliter les routes et pistes rurales de la commune ; Aménager l'environnement des sites et monuments historiques ; Construire des infrastructures d'accueil. Promouvoir le tourisme.
<b>17. Institution financière</b>	-Existence des personnes capables de faire l'épargne dans les institutions financières	-Moins d'institutions financières	-Implanter les institutions financières
<b>18. Transport et Communication</b>		-Toutes les pistes de la commune sont en mauvais état -Manque des institutions financières -Manque des moyens de communication	-Chercher des fonds pour réhabiliter les pistes de la commune -Implanter les réseaux de communication



## **CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS**

La commune Minga-Kayove est limitée au Nord par la commune Nyabitsinda et Butaganzwa de la province Ruyigi, au Sud par les communes Rutana et Bukemba, à l'Est par la commune Giharo et à l'Ouest par la commune Musongati.

Elle s'étend sur une superficie de 302,12 km<sup>2</sup>, ce qui représente 15,4% de la superficie de la province Rutana et 1,85% de la superficie nationale.

Son chef-lieu est Mpinga centre, situé au Nord à 44km de la ville de Rutana, chef-lieu de la province.

Sa population est estimée à 56.401 habitants en 2005, soit 19,33% de la population de la province Rutana et 0,7% de celle du pays.

Sa densité de 187 habitants /km<sup>2</sup> se compte parmi les plus faibles du pays.

La commune Mpinga-kayove s'étend sur deux régions naturelles, à savoir le Buyogoma constituée par le massif de Nkoma qui couvre 2/3 de la commune et le Moso en contre bas à l'Ouest. Le climat est de type tropical tempéré.

Dans le Buyogoma sur les plateaux, l'altitude diminue progressivement passant de 2000m à 1500m. Le régime pluviométrique varie de 1175 à 1210mm fait apparaître une saison sèche de quatre mois et une saison des pluies d'octobre en avril avec un maximum en avril et un minimum en janvier. Les températures varient de 14-28°C au cours de l'année.

Sur le plan administratif, la commune comprend 4 zones, à savoir : Mpinga, Kayero, Kiguhi et Mugondo. Ces zones sont subdivisées à leur tour en 32 collines de recensement.

Sur le plan agricole, la commune à l'instar de la province, a connu ces dernières années une sécheresse qui a entraîné une baisse considérable de la production agricole. Cette baisse de production a engendré la famine dans la commune.

Parmi les cultures vivrières dans la commune, le blé est mieux adapté à la région du Buyogoma dont les conditions sont propices à son développement.

Beaucoup d'efforts restent à fournir au niveau des élevages bovins de type traditionnel, mais surtout au niveau des élevages à cycle court, seule source de développement rapide des protéines d'origine animale.

La commune jouit des certaines potentialités, relevées ci-haut, qui constituent un ensemble d'atouts à son développement socio-économique.

Malgré ces performances apparentes, l'élan de développement semble s'arrêter à cause de plusieurs contraintes auxquelles se butte la commune. Parmi ces obstacles on peut retenir, entre autres : la dégradation des routes et d'autres moyens de communication ; le manque des moyens de transport, l'insuffisance de l'énergie électrique des pièces de rechange, et de carburant ; l'absence de crédit et des intrants agricoles; la dégradation de beaucoup d'autres infrastructures de base dans tous les secteurs de l'économie communale.

A cet effet, les potentialités disponibles ne peuvent profiter à la population que dans la mesure où ces contraintes citées ci-haut étaient supprimées. Pour y parvenir et opérer de changements dans la vie économique de la commune. Il faudra entreprendre quelques actions dont les principales sont :

1. Assurer la distribution des intrants agricoles, vétérinaires aux agri-éleveurs à temps et aux prix rémunérateurs ;
2. Favoriser l'octroi de crédits aux associations et groupements des producteurs en allégeant les conditions d'octroi et celles de remboursement ;
3. Réhabiliter et renforcer les centres semenciers et les infrastructures zoo-sanitaires existants, mais abandonnés ;
4. Encourager le personnel d'encadrement de tous les secteurs en leur assurant des salaires décents et en les motivant par l'amélioration des condition de travail ;
5. Réhabiliter et renforcer les infrastructures de base ;
6. Appuyer l'organisation des coopératives et associations paysannes ;
7. Initier un programme de reboisement dans les zones menacées par les érosions, la déforestation massive à cause de l'utilisation de bois de chauffe et de charbon de bois ;
8. Associer à l'action de développement agricole, pastorale et forestier, une amélioration et renforcement des structures d'autres secteurs tels que l'énergie, l'éducation, les transports et tant d'autres qui ont un impact dans le bien-être matériel et social de la population.

Les perspectives de développement de cette commune doivent se baser sur l'agriculture.

La stratégie agricole sera orientée vers l'intensification des la production des cultures vivrières et de l'élevage pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et au besoin de constituer des réserves stratégiques à long terme et vers le reboisement dans certaines parties de la communes.

Les cultures tels que le palmier à huile, l'arachide et l'ananas devront également être encouragés pour permettre l'installation des agro-industries et de générer des emplois.



## **BIBLIOGRAPHIE**

1. PNUD : La pauvreté au Burundi : le poids de la disparité 1998.
2. PAS : Cadre stratégique intérimaire de lutte contre la pauvreté au Burundi ; document synthèse sur le diagnostic des conditions de vie et de pauvreté 2001.
3. Ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme : Politique sectorielle du ministère 2002-2004, 2002.
4. ISTEEBU : Information du système d'information statistique sur la population au Burundi.
5. PNUD/PRRSLP : Plan opérationnel intégré de réintégration/réhabilitation des sinistrés et de lutte contre la pauvreté 2006.
6. Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique : Découpage administratif du Burundi 2005.
7. Banque Mondiale : Enquête participative sur la pauvreté au Burundi 1998.
8. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage : Rapport de réflexion sur le crédit agricole au Burundi 1998.
9. Gouvernement de la République du Burundi : Programme d'urgence 2006.
10. PAS : Evaluation des initiatives à la base 2000.
11. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions du secteur de la santé et des services connexes.
12. MISP/Département de la population : Estimation de la population burundaise par sexe et par groupes d'âge quinquennaux selon les circonscriptions administratives (provinces et communes 2005).
13. ISTEEBU : Base de données pour les indicateurs du développement humain durable 1990-2000, mai 2002.
14. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Agriculture et Développement du monde rural 2000.
15. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions de réinsertion et de réinstallation des sinistrés 2000.
16. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Education et services connexes 2000.
17. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ; Rép. du Burundi- IFES-USAID- Bujumbura- Janvier 2005 : Découpage Administratif du Burundi.
18. DPAE/Rutana: Rapport annuel 1995.
19. MISP/PDCLCP : Plan triennal de développement socio-économique de la province de Rutana (2001-2003) ; août 2000.
20. HCR
21. Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction : Population Burundaise de 1990 à 2003 : Estimation Projet BDI/99/P04-Appui à l'Elaboration et la mise en Oeuvre de la Politique Nationale de Population.
22. Ministère de la Planification du Développement et de Reconstruction : appui à la prise en compte des questions de Population dans les Programmes de développement : Population Burundaise en 2003.
23. OCIBU- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
24. OTB- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
25. COGERCO- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
26. SOGESTAL : Rapports Annuels 2003 ; 2004 ; 2005.

## ANNEXES

### **ATELIER PROVINCIAL DE VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE LA PROVINCE RUTANA**

Rutana, le 03 août 2006

#### PROCES VERBAL

L'an deux mille six, le jeudi, trois août, se sont réunis autour du Gouverneur de la province Rutana, tous les responsables sectoriels provinciaux dont la liste est en annexe, tous les administrateurs communaux, l'antenne provinciale du Plan à Rutana et une équipe du Programme d'Appui à la Gouvernance, Sous Programme Planification Locale, pour procéder à la restitution et à la validation technique des projets de monographies communales et provinciale.

Cette validation est intervenue après plusieurs corrections des documents provisoires.

Une journée de travail regroupant chaque sectoriel provincial et ses agents communaux a précédé la présente session de validation officielle.

Après présentation des corrections, amendements aux textes initiaux et enrichissements apportés par les différents responsables sectoriels et administrateurs, les participants à l'atelier provincial de validation ont adopté le fond et la forme des documents présentés.

Les documents validés sont :

1. La monographie de la commune Bukemba
2. La monographie de la commune Giharo
3. La monographie de la commune Gitanga
4. La monographie de la commune Mpinga-Kayove
5. La monographie de la commune Musongali
6. La monographie de la commune Rutana
7. La monographie de la province Rutana

Fait à Rutana, le 03 août 2006

L'Antenne provinciale  
du Plan

  
NIBIKURU FÉLIX

VNU Spécialiste représentant le SPPI.













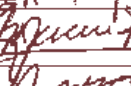




  
ESSOTINA Tchagnaou











Le Gouverneur de la Province Rutana

Madame **BARARUFISE** Marcelline



**LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX ET COMMUNAUX  
AYANT PARTICIPE A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES  
COMMUNALES ET PROVINCIALE DE RUTANA**




















N°	Nom et Prénoms	Fonction	Secteur analysé	Signature
1	BARARUFISE Marcelline	Gouverneur	Toutes les monographies	
2	NIYUNGEKO Joseph	Conseiller Economique du Gouverneur	Transport et Communication	
3	CISHAHAYO Edouard	Conseiller Socio-Culturel du Gouverneur	Jeunesse et Sport	
4	SINDAMUKA Jonas	Responsable Provincial CDF	Action Sociale	
5	BITANGIMANA Valérie	Coordinatrice Provinciale de l'Enseignement des Métiers	Industrie et Artisanat	
6	CISHAHAYO Protais	Président TGI	Justice	
7	NKESHIMANA Amani Emile	Inspecteur des Finances Communales	Commerce et Services	
8	SINZUMUSI Anicet	Chargé de la Planification Scolaire	Education	
9	NTINESIWA Philippe	Forestier Provincial	Forêts	
10	NKURUNZIZA Didace	Responsable de Secteur Pêche et Pisciculture	Pêche et Pisciculture	
11	ZAKANA Nicélathe	Chef de service de la production végétale	Agriculture	
12	SINDAYE Michel	CP/RCE	Eau et Energie	
13	NDAYIZEYE Léonidas	Responsable REGIDESO	Eau et Energie	
14	NIBIKORA Félicien	APP	Description Physique	
15	KARAHAMBERE Godfroid	Chef sectoriel Habitat	Habitat	
16	KARIKURUBU Charles	Chef Sectoriel	Tourisme et Hôtellerie	
17	GATERETSE Prosper	Responsable Provincial Génie Rural	Transport et Communication	

18	NDITJE Melchiade	Gestionnaire du BPS	Santé	
19	KANYEGERI Cassien	DPAE	Agriculture	
20	BUTUNAGU Helménégilde	Vétérinaire provincial	Elevage	
21	NIYONSAVYE Fidélié	Chef de secteur santé	Santé	
22	NIYONGABO Protais	Administrateur Commune Bukemba	Monographie Communale Bukemba	
23	BAHIZI Gilbert	Administrateur Commune Musongati	Monographie Communale Musongati	
24	BAGWIRE Pétronie	Administrateur Commune Mpinga	Monographie Communale Mpinga	
25	MINANI Gaspard	Administrateur Commune Gitanga	Monographie Communale Gitanga	
26	NDAYIRAGIYE Juvénal	Administrateur Commune Rutana	Monographie Communale Rutana	
27	BAMBONEYEHO Siméon	Administrateur Commune Giharo	Monographie Communale Giharo	

**LISTE DES CADRES COMMUNAUX AYANT PARTICIPE A LA CORRECTION  
DES DOCUMENTS AVANT VALIDATION OFFICIELLE**

Rutana, le 02/08/2006

N°	Nom et Prénoms	Fonction	Signature
1	NDIKUMASABO Vincent	Chargé de carte scolaire Gitanga	
2	NMUBONA J. Bosco	Chargé de carte scolaire Rutana	
3	NDIMBANE Cyrille	Chargé de carte scolaire Musongati	
4	TANGISHAKA Mathieu	Chargé de carte scolaire Mpinga	
5	MUGABARAHEBA Ildephonse	Responsable Action Aid	
6	NGENZIRABONA Jean	Chargé de carte scolaire Giharo	
7	BIRAZUNGURUKA Martin	Chargé de carte scolaire Bukemba	
8	BAYISABE Ildephonse	Comptable communal de Rutana	
9	NDAYIRAGIJE Juvénal	Comptable communal Mpinga	
10	NDIKURIYO Jean	Comptable communal Gitanga	
11	NIJIMBERE Jeannine	Comptable communal Bukemba	
12	NDIHOKUBWAYO Ruth	Caissière Rutana	
13	MUZIZE Jean- Bosco	Comptable communal Journaliste	
14	ZAKANA Zacharie	Forestier communal Gitanga	
15	MUKEGNA Onesphore	Forestier communal Rutana	
16	NDUWAYO Nestor	Forestier communal Bukemba	
17	NTIRAPEBA Léonidas	Forestier communal Giharo	
18	NZEYIMANA Désiré	Forestier communal Musongati	
19	MINANI Edmond	Forestier communal Mpinga	
20	NDAYIRAGIJE Sylvestre	Vétérinaire communal de Gitanga	
21	NDUWAYEZU Richard	Vétérinaire communal Rutana	
22	NIYONKURU Gilbert	Vétérinaire communal Giharo	
23	NIHENDE Emile	Vétérinaire communal Mpinga	
24	NDAYIRAGIJE Boniface	Vétérinaire communal Musongati	
25	BAZIRUBUSA Vénérand	Agronome communal	

		Rutana	
26	NGENDAKUMANA Gérard	Agronome communal Gitanga	
27	KAVAKURE Emmanuel	Agronome communal Bukemba	
28	NGENZIMINWE Désiré	Agronome communal Musongati	
29	NIYIZIGAMA Nestor	Agronome communal Mpinga	
30	NDAYISHIMIYE J.Claude	Agronome communal Giharo	
31	RURIHAFI Joseph	Fontainier communal Bukemba	
32	NIJIMBERE Séverin	Fontainier communal Gitanga	
33	NYANKA Benoît	Fontainier communal Musongati	
34	RWEGO Pascal	Fontainier communal Giharo	
35	MPFAYOKURERA Melchiad	Fontainier communal Mpinga	
36	NDIKUMANA Come	Fontainier communal Rutana	
37	KAZAGE Exupéry	TM TPO	
38	BIGIRIMANA Savin	TPS Musongati	
39	NDAYATUKE Fidèle	TPS Musongati	
40	BIGIRINDANVYI Anastasic	PAM	
41	NKURUNZIZA Bonoface	TPS Bukemba	
42	NDUWIMANA Bercumas	TPS Giharo	
43	NIMPAYE Félix	TPS Gitanga	
44	NDIKURIYO Aloys	TPS CPPS BPS	
45	MAZOYA J. Bosco	TPS Rutana	